

ABRÉGÉ

MIGRANTS, RÉFUGIÉS ... et ... SOCIÉTÉS

Abrégé

MIGRANTS,
RÉFUGIÉS
..... **et**
SOCIÉTÉS



Cet abrégé présente une vue d'ensemble, la table des matières et les pages préliminaires du *Rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrants, réfugiés et sociétés*, doi : 10.1596/978-1-4648-1941-4. La version intégrale du rapport définitif, une fois publié, sera affichée en format PDF sur les sites <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>. Des exemplaires du rapport peuvent également être commandés à l'adresse www.amazon.com. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions ou contradictions dans les informations qui s'y trouvent, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des renseignements, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni n'implique ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2023. « *Rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrants, réfugiés et sociétés*. » Abrégé. Banque mondiale, Washington, DC. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette institution. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation des droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Tous les renseignements sur les droits et licences doivent être adressés au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Conception de la page de couverture et des illustrations : Puntoaparte Editores, Bogotá, Colombie, avec la contribution de l'équipe Conception de l'unité des Solutions institutionnelles globales de la Banque mondiale.

Photos de la page de couverture : Première ligne, de gauche à droite : Prostock-studio/Shutterstock.com ; LightField Studios/Shutterstock.com ; Krakenimages.com/Shutterstock.com ; Always Say YESS/Shutterstock.com ; BAZA Production/Shutterstock.com ; LightField Studios/Shutterstock.com ; EJ Nickerson/Shutterstock.com ; Krakenimages.com/Shutterstock.com ; Heru Anggara/Shutterstock.com ; KAMPUS/Shutterstock.com ; KAMPUS/Shutterstock.com ; binoyphotofolio/Shutterstock.com. Toutes les images sont utilisées avec l'autorisation du photographe et de Shutterstock.com ; autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Deuxième ligne, de gauche à droite : Daxiao Productions/Shutterstock.com ; Prostock-studio/Shutterstock.com ; Prostock-studio/Shutterstock.com ; airdone/Shutterstock.com ; AJP/Shutterstock.com ; Cookie Studio/Shutterstock.com ; AJR_photo/Shutterstock.com ; CREATISTA/Shutterstock.com ; Krakenimages.com/Shutterstock.com ; Kamira/Shutterstock.com ; Jacob Lund/Shutterstock.com ; BublikHaus/Shutterstock.com. Toutes les images sont utilisées avec l'autorisation du photographe et de Shutterstock.com ; autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Troisième ligne, de gauche à droite : Cookie Studio/Shutterstock.com ; Prostock-studio/Shutterstock.com ; AJR_photo/Shutterstock.com ; Prostock-studio/Shutterstock.com ; AJR_photo/Shutterstock.com ; Prostock-studio/Shutterstock.com ; Cookie Studio/Shutterstock.com ; BAZA Production/Shutterstock.com ; KAMPUS/Shutterstock.com ; AJR_photo/Shutterstock.com ; Heru Anggara/Shutterstock.com ; LSrockStudio/Shutterstock.com. Toutes les images sont utilisées avec l'autorisation du photographe et de Shutterstock.com ; autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Jadhav Rana fit mander les chefs sacerdotaux des Parsis. Puis le souverain leur présenta un récipient plein de lait pour leur signifier que les terres alentour ne pouvaient plus accueillir quiconque. Le grand prêtre parsi répondit en ajoutant du sucre dans le lait pour signaler que les étrangers enrichiraient la communauté locale sans la déloger. Ils se fondraient dans la vie comme le sucre se dissout dans le lait, adoucissant ainsi la société sans la déstabiliser. Face à cette image éloquente, le souverain octroya aux exilés des terres et la liberté de pratiquer leur culte à condition de respecter les coutumes locales et d'apprendre la langue du lieu, le gujarati.

—*Légende parsie*

La communauté mondiale se trouve à la croisée des chemins : voulons-nous faire de la migration une source de prospérité et de solidarité internationale ou y voir un facteur de déshumanisation et de tension sociale?

—*António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, 2018*

Table des matières

vii	<i>Avant-propos</i>
ix	<i>Remerciements</i>
xv	<i>Principaux points à retenir</i>
xvii	<i>Glossaire</i>

1 **Abrégé**

2	La migration est nécessaire pour tous les pays
4	Un cadre pratique pour la prise de décision : la matrice adéquation-motivation
8	Lorsque l'adéquation est forte, les gains sont importants
11	Lorsque l'adéquation est faible, les coûts doivent être partagés — et réduits — de façon multilatérale
15	Pour mieux gérer la migration, il faut faire les choses différemment
17	Un message d'espoir
19	Notes
20	Bibliographie
23	Table des matières du <i>Rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrants, réfugiés et sociétés</i>

Avant-propos

Publication annuelle de la Banque mondiale, le *Rapport sur le développement dans le monde* est un élément de base du réservoir de connaissances et de données de la communauté mondiale sur les questions fondamentales de développement. Cette année, il traite de la migration, l'un des défis les plus importants et les plus pressants du monde. Il y a 184 millions de migrants sur la planète, dont 43 % vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les problèmes migratoires deviennent encore plus répandus et urgents en raison de graves disparités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci en matière de salaires réels, d'opportunités sur le marché du travail, de tendances démographiques et de coûts climatiques.

La migration contribue grandement au développement économique et à la réduction de la pauvreté, mais elle comporte également des difficultés et des risques. Souvent, les migrants apportent des compétences, du dynamisme et des ressources qui renforcent les économies de destination. Dans de nombreux cas, ceux-ci profitent aussi aux pays d'origine, les migrants fournissant un soutien vital aux collectivités qu'ils quittent à travers des envois de fonds qui constituent une bouée de sauvetage pour leurs familles, surtout en temps de crise. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2023* propose des mesures pour mieux gérer la migration dans les pays de destination, de transit et d'origine, lesquelles peuvent ouvrir des perspectives économiques et atténuer les difficultés et les risques auxquels les migrants sont confrontés.

Ce rapport décrit les arbitrages à faire en matière de migration à travers une « *Matrice adéquation-motivation* ». L'élément « adéquation » de cette matrice trouve son fondement dans l'économie du travail et fait référence à la mesure dans laquelle les compétences et les attributs connexes des migrants sont en adéquation avec les besoins des pays de destination. Il détermine le degré auquel les migrants, leurs pays d'origine et leurs pays de destination tirent profit de la migration : en effet, plus l'adéquation est forte, plus les gains sont importants. La « motivation » fait référence aux circonstances dans lesquelles une personne se déplace en quête de meilleures possibilités ou en raison d'une « *crainte fondée* » de persécution, d'un conflit armé ou de violences dans son pays d'origine. Ce dernier cas peut imposer des obligations au pays de destination en vertu du droit international : les personnes qui émigrent en raison d'une « crainte fondée » pour leur vie dans leur pays d'origine ont droit à une protection internationale. Alliant « *adéquation* » et « *motivation* », cette matrice recense les priorités d'action pour les pays d'origine, de transit et de destination, ainsi que pour la communauté internationale. Elle montre également les circonstances dans lesquelles l'action publique peut être améliorée grâce à des initiatives et des instruments bilatéraux, plurilatéraux ou multilatéraux. La façon dont les politiques sont conçues et mises en œuvre peut orienter les migrants vers des destinations plus

intéressantes et des opportunités plus en adéquation avec leur profil, afin que la migration profite davantage à tous.

Les pays d'origine peuvent maximiser les effets de la migration de travailleurs sur le développement de leurs propres sociétés en trouvant des moyens de faciliter les transferts d'argent pour leur diaspora, par exemple en réduisant les coûts d'envoi et de réception des fonds. Ils peuvent aussi améliorer les possibilités d'éducation, souvent en collaboration avec les pays de destination, notamment en ce qui concerne les langues. Et ils peuvent encourager les investissements de la diaspora et soutenir les migrants de retour qui réintègrent le marché du travail.

Les pays de destination peuvent tirer profit du potentiel qu'offre la migration pour répondre aux besoins à long terme de leur marché du travail et, particulièrement, pour résorber les pénuries de main-d'œuvre provoquées par le vieillissement de la population ou le manque de compétences particulières. Ils peuvent aussi renforcer les efforts visant à traiter les migrants avec humanité et remédier aux répercussions économiques et sociales de la migration sur leurs propres citoyens.

Les pays de transit doivent coordonner leur action avec les pays de destination pour faire face à la migration de détresse, et la coopération internationale est essentielle pour partager les coûts de l'accueil des réfugiés.

Compte tenu des problèmes et difficultés que pose la migration, le *Rapport sur le développement dans le monde 2023* fournit des exemples fondés sur des données et des éléments probants et évalue les arbitrages nécessaires afin de montrer comment la migration peut se mettre au service du développement. Il va contribuer à mieux faire comprendre la migration et devrait constituer une référence utile aux responsables politiques et aux autres parties prenantes pour faire des choix éclairés et formuler des stratégies bénéfiques pour les communautés et les individus.

A handwritten signature in black ink that reads "David Malpass". The signature is written in a cursive, flowing style.

David Malpass
Président du Groupe de la Banque mondiale

Remerciements

Le Rapport sur le développement dans le monde 2023 a été préparé par une équipe de la Banque mondiale dirigée par Xavier Devictor, Quy-Toan Do et Çağlar Özden. Carmen Reinhart, vice-présidente senior et économiste en chef jusqu'en juin 2022 ; Indermit Gill, vice-président senior et économiste en chef depuis septembre 2022 ; et Aart Kraay, directeur des politiques de développement à la vice-présidence économie du développement et économiste en chef adjoint, ont fourni les orientations générales pour la préparation de ce rapport, qui a été financé par la vice-présidence Économie du développement. Joyce Antone Ibrahim était la cheffe d'équipe de ce projet.

Les principaux auteurs du rapport, à savoir Paige Casaly, Viviane Clement, Vikram Raghavan, Kanta Rigaud, Sandra Roza Villarraga, Zara Sarzin, Kirsten Schuettler, Ganesh Seshan, Maheshwor Shrestha, Mauro Testaverde, Solomon Walelign, Christina Wieser et Soonhwa Yi, et les analystes Laura Caron, Narcisse Cha'ngom, Jessica Dodo Buchler, Sameeksha Khare, Matthew Martin, Elham Shabahat, Samikshya Siwakoti et Adesola Sunmoni, faisaient partie de l'équipe de base. Celle-ci a bénéficié du soutien administratif de Selome Missael Paulos et Aidara Janulaityte. Barthelemy Bonadio, April Frake, Janis Kreuder et Tony Zurui Su ont assisté les auteurs à diverses étapes de la rédaction des chapitres. Bruce Ross-Larson a encadré la mise en forme du rapport.

Caroline Sergeant et Thamesha Tennakoon faisaient partie de l'équipe élargie. Erhan Artuc a mis au point la méthodologie utilisée pour construire la matrice bilatérale du rapport sur la migration. Gero Carletto a contribué au *Gros plan 2* sur les données, et Lucia Hanmer, Laura Montes et Laura Rawlings au *Gros plan 4* sur le genre. Anne Koch, Nadine Biehler, Nadine Knapp et David Kipp ont rédigé l'encadré 6.3 sur les leçons tirées de l'Allemagne. Irene Bloemraad, Victoria Esses, Connie Eysenck, William Kymlicka, Rachel McColgan et Yang-Yang Zhou ont collaboré à diverses sections du chapitre 6 sur les pays de destination. Paulo Bastos, Irina Galimova, Rebeca Gravatá, Alreem Kamal et He Wang ont aidé à relire les traductions.

La stratégie de communication et de consultation a été conduite par une équipe composée de Chisako Fukuda, Karolina Ordon, Anugraha Palan, Elizabeth Price, Joe Rebello, Shane Romami et Mariana Teixeira. Paul Blake a dirigé et coordonné la production vidéo. Kristen Milhollin, Mikael Reventar et Roula Yazigi se sont occupés des communications en ligne et sur le web, et ont fourni les orientations nécessaires à cet effet.

Un merci spécial à Stephen D. Pazdan, qui a assuré la coordination et la supervision de la production du rapport, ainsi qu'à Cindy Fisher et Patricia Katayama du Programme des publications officielles de la Banque mondiale. Mary C. Fisk a organisé les multiples traductions de l'Abrégé et des Idées-forces réalisées par l'unité Traduction et interprétation

sous la coordination de Bouchra Belfqih. Deb Barker et Yaneisy Martinez étaient responsables de l'impression du Rapport et de ses nombreux produits auxiliaires, ainsi que de leur conversion en format électronique. Anne Koch a édité la note conceptuelle. Sabra Ledent et Nancy Morrison se sont chargées de l'édition du rapport proprement dit, qui a été corrigé par Gwenda Larsen et Catherine Farley. Robert Zimmermann en a vérifié les nombreuses citations, et Reyes Work a conçu certaines de ses figures et infographies, de même que Bill Praguski de Critical Stages. La conception graphique a été gérée principalement par Puntoaparte Editores, et les services de typographie ont été fournis par BMWW et Datapage.

L'équipe remercie Van Thi Hong Do, Dayana Leguizamon, Monique Pelloux Patron et Ghulam Ahmad Yahyaie de leur appui à la gestion des ressources. Ses retraites et autres séances de travail ont été animées par Rolf Parta. L'équipe exprime également sa gratitude aux collègues dans divers bureaux-pays de la Banque mondiale qui l'ont aidée pour la mobilisation des parties prenantes et la logistique pendant ses différentes missions. Elle voudrait par ailleurs témoigner sa reconnaissance à Maria Alyanak, Gabriela Calderon Motta, Maria del Camino Hurtado, Grace Soko et Sebastian Stolorz pour leur travail de coordination et leur contribution aux stratégies de mobilisation de haut niveau.

L'équipe a bénéficié des conseils et contributions d'un comité consultatif interne composé de Dina Abu-Ghaida, Loli Arribas-Banos, Caroline Bahnsen, Michel Botzung, Gero Carletto, Ximena del Carpio, Stéphane Hallegatte, David McKenzie, Pia Peeters et Dilip Ratha. Elle est également reconnaissante des conseils, commentaires et contributions reçus d'autres collègues du Groupe de la Banque mondiale, en particulier ceux de la vice-présidence de l'économie du développement ; de la vice-présidence de l'économie et du développement du secteur privé (Société financière internationale) ; de la vice-présidence juridique ; du pôle Environnement, ressources naturelles et économie bleue ; du pôle Finance, compétitivité et innovation ; du pôle Pauvreté et équité ; du pôle Protection sociale et emploi ; du pôle Viabilité sociale et inclusion ; du Groupe sur le changement climatique ; du Groupe sur la fragilité, les conflits et la violence ; ainsi que de l'Agence multilatérale de garantie des investissements et de la Division de la balance des paiements du Fonds monétaire international. Et elle voudrait adresser ses remerciements aux nombreux autres collègues de la Banque mondiale qui ont formulé des observations par écrit durant le processus d'examen formel à l'échelle de l'institution. Ces observations se sont avérées extrêmement utiles à une étape cruciale de la production du rapport.

L'équipe a également accueilli avec gratitude les suggestions et conseils d'un groupe consultatif de haut niveau composé de Nasser Alkahtani, Directeur exécutif du Programme du Golfe pour le développement (Arabie saoudite) ; Davinia Esther Anyakun, ministre d'État des Secours, de la Préparation aux Catastrophes et des Réfugiés de l'Ouganda ; Alejandra Botero Barco, ancienne directrice générale au Département national de planification (Colombie) ; Karl Chua, ancien Secrétaire à la planification socioéconomique, Autorité nationale pour l'économie et le développement des Philippines ; Reha Denemeç, ancienne vice-ministre de l'Éducation nationale de la Türkiye ; Tiébilé Dramé, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien député du Mali ; Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ; Carlos Gutierrez, ancien Secrétaire au commerce des États-Unis ; Gilbert F. Hounbo, Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) depuis octobre 2022 ; Mary Kwar, ancienne ministre du Plan et de la Coopération internationale de la Jordanie ; Yuba Raj Khatiwada, ancien ministre des

Finances, ancien ministre du Plan et ancien Gouverneur de la Banque centrale du Népal ; Janez Lenarčič, Commissaire à la gestion des crises, Commission européenne ; David Miliband, Président et directeur général, International Rescue Committee ; Guy Ryder, ancien Directeur général de l'OIT (jusqu'en septembre 2022) ; Asif Saleh, Directeur exécutif, BRAC Bangladesh ; et António Vitorino, Directeur général, Organisation internationale pour les migrations (OIM). Volker Türk a participé aux travaux de ce groupe à titre personnel jusqu'en septembre 2022.

L'équipe a en outre reçu des suggestions et des observations d'un comité consultatif universitaire constitué des personnes suivantes : Ran Abramitzky (Université Stanford), Emmanuelle Auriol (Toulouse School of Economics), Alexander Betts (Université d'Oxford), Michael Clemens (Center for Global Development), Alexander de Sherbinin (Columbia University Climate School), Frédéric Docquier (Université catholique de Louvain/Luxembourg Institute of Socio-Economic Research), Esther Duflo (Massachusetts Institute of Technology), Filiz Garip (Université de Princeton), Guy Goodwin-Gill (Université d'Oxford), Jennifer Hunt (université Rutgers), Ana María Ibáñez (Banque interaméricaine de développement/Universidad de los Andes), Susan Martin et Anna Maria Mayda (Université de Georgetown), Edward Miguel (Université de Californie, Berkeley), Mushfiq Mobarak (Université Yale), Giovanni Peri (Université de Californie, Davis), Lant Pritchett (Université d'Oxford), Jaya Ramji-Nogales (Beasley School of Law, université Temple), Hillel Rapoport (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/École d'économie de Paris) et Jackie Wahba (Université de Southampton).

L'équipe a mené une série de consultations bilatérales et de missions de terrain avec des responsables de plusieurs gouvernements, notamment l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, le Cameroun, la Colombie, la Côte d'Ivoire, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Géorgie, le Guatemala, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, la Jordanie, le Koweït, la Lettonie, la Lituanie, le Maroc, le Mexique, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, le Portugal, la République centrafricaine, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Tunisie ; des partenaires de développement comme les directions générales de l'action pour le climat, des partenariats internationaux, de la migration et des affaires intérieures, ainsi que des négociations de voisinage et d'élargissement de la Commission européenne ; le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ; le Conseil d'experts sur l'intégration et les migrations (Allemagne) ; et le Vatican.

L'équipe a également consulté plusieurs organisations internationales et régionales, notamment l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement (BID, unité des migrations), le Comité international de la Croix-Rouge, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES, Division de la population), le Groupe de haut niveau sur les déplacements internes du Secrétaire général des Nations Unies, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'OIT, l'OIM et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'équipe remercie l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), le Conseil international des agences bénévoles, l'Institut Peterson d'économie internationale (PIIE), InterAction, Overseas Development Institute (ODI), Refugees International, l'Université Columbia et l'Université Cornell d'avoir organisé et accueilli une série de tables rondes et de séminaires avec des universitaires et des organisations non gouvernementales.

L'équipe se félicite par ailleurs des contributions de plusieurs groupes de réflexion et instituts de recherche, notamment Center for Global Development, Chatham House, le Conseil national de la recherche de l'Italie, Freedom House, l'Institut allemand de la sécurité et des affaires internationales, l'Institut de recherche Ogata de la JICA, l'Institut des affaires européennes et internationales, l'Institut des économies en développement de l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) et l'Institut des politiques migratoires.

L'équipe a également bénéficié des apports d'un certain nombre d'organisations de la société civile et autres institutions, notamment ActionAid Bangladesh ; Adventist Development and Relief Agency ; Agence nationale pour la promotion de l'emploi et des compétences ; Agency for Migration and Adaptation ; Ain O Salish Kendra ; Aligarh Muslim University ; All for Integral Development ; Alliance for Peacebuilding ; Ambassade du Danemark ; AMIGA z.s. ; Angels Refugee Support Foundation ; Asia Displacement Solutions Platform ; Association de migrantes hongroises (she4she) ; Association of Rehabilitation Nurses ; Bangladesh Nari Sramik Kendra ; Bangladeshi Ovhibashi Mohila Sramik Association ; Basmeh et Zeitooneh ; Bond, BRAC ; British International Investments ; Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies ; Business Fights Poverty ; Campagne mondiale pour l'égalité des droits en matière de nationalité ; CARE International ; CARE International-Jordanie ; CARE International-Royaume-Uni ; Catholic Agency for Overseas Development ; Catholic Relief Services ; Center for Disaster Philanthropy ; Center for Global Development ; Center for Peace and Advocacy ; Centre allemand pour la recherche sur l'intégration et la migration ; Centre for Policy Development ; Centre for Policy Dialogue ; Centre international pour le développement des politiques migratoires ; Church World Service ; CLEAR Global ; Columbia Global Centers ; Comité international de la Croix-Rouge ; Communauté congolaise Banyamulenge ; Conseil consultatif mondial de la jeunesse du HCR ; Conseil danois pour les réfugiés (DRC) ; Conseil économique, social et environnemental, Conseil international des agences bénévoles ; Conseil mondial pour les réfugiés et la migration ; Conseil national des droits de l'homme du Maroc ; Conseil norvégien pour les réfugiés ; Conseil norvégien pour les réfugiés-Jordanie, Conseil norvégien pour les réfugiés-USA, Cordaid International ; Cultuur in Harmonie ; Délégation de l'Union européenne au Bangladesh ; Direction suisse du développement et de la coopération ; Durrat AlManal for Development and Training ; Encuentros SJM ; Fédération luthérienne mondiale ; Fondation Bill et Melinda Gates ; Fondation Films 4 Peace ; Fondation IHH de secours humanitaires ; Fondation Manusher Jonno ; Fondation néerlandaise pour les réfugiés ; Fondation panaméricaine de développement ; Fondazione Compagnia di San Paolo ; Fonds hachémite jordanien pour le développement humain ; Food for the Hungry ; Global Recordings Network-USA ; Global Research Forum on Diaspora and Transnationalism ; Good Neighbors ; GRACE ; Grassroot Leadership Organizations ; Groupe de la Banque mondiale (Genève) ; Grupo Equilibrium ; Guilford College ; HasNa ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; Hebrew Immigrant Aid Society ; Helvetas International ; Hope of Children and Women Victims of Violence ; Independent Living Institute ; Institut des affaires européennes et internationales ; Institut international d'études stratégiques ; Institute for Government ; InterAction ; Internal Displacement Monitoring Centre ; INTERSOS ; Islamic Relief USA ; Islamic Relief Worldwide ; ITASTRA ; Jeronimo Martins ; Kakuma Vocational Center ; Kids in Need of Defense ; Kivu Kwetu Développement ; Ligue internationale indépendante de hockey ; Living Water Community ; Médecins du monde-Japon ; MedGlobal ;

Mercy Corps-Jordanie ; Mercy Corps ; MiGreat ; ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni ; MISEREOR ; Mission permanente de la République du Kenya auprès des Nations Unies ; Moltivolti ; New School for Social Research ; Newcomers with Disabilities in Sweden ; Ocasiven ; OCDE ; ODI ; Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; OIM ; OIT ; ONU Femmes ; Organisation Me For You ; Osun Rise Regenerative Experiences ; Ovibashi Karmi Unnayan Program ; Oxfam IBIS ; Oxfam International ; Oxfam Jordanie ; Oxfam Novib ; Oxfam RU ; Pasos Firmes ; Plan International ; Plan International Jordanie ; Policy Center for the New South ; Public support ; RA Studio ; Refugee Company ; Refugee Consortium of Kenya ; Refugee Council ; Refugee Integration via Internet-Based Revitalization of Rural Europe ; Refugee Investment Fund ; Refugee Investment Network ; Refugee Self-Reliance Initiative ; Refugees International ; Regional Durable Solutions Secretariat ; Relief International ; Renaissance arabe pour la démocratie et le développement (ARDD) ; Représentation du HCR aux Pays-Bas ; Représentation permanente du Royaume des Pays-Bas auprès de l'Union européenne ; Réseau de la société civile de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord pour le déplacement ; RW Welfare Society ; Samuel Hall ; Save the Children ; Sawiyan ; SEAE ; SEEK Feminist Research Network ; SEP Jordanie ; 17 Ventures ; Service jésuite des réfugiés ; Soccer Without Borders Uganda ; Société pour les droits de l'homme et l'aide aux prisonniers (Pakistan), Solidarity Center ; Souq Fann ; Stand for the Refugee Africa SRA ; Syria Justice and Accountability Center ; Tamkeen ; Tent Partnership for Refugees ; UMI ; Unité de recherches sur les réfugiés et les mouvements migratoires ; United States Refugee Advisory Board ; Université américaine de Beyrouth ; Université Bordeaux-Montaigne ; Université d'Oxford ; Université de New York ; Université de Virginie ; Université Dilla ; Université Justus Liebig Giessen ; Université McGill ; Université norvégienne de sciences et de technologie ; Université Sorbonne Nouvelle ; War Child Canada ; WARBE Development Foundation ; Wilton Park ; Winrock International ; Women's Refugee Commission ; World Vision International ; World Vision ; Youth Cooperation for Ideas et Youth Up Foundation.

L'équipe remercie tout particulièrement les nombreuses organisations dirigées par des migrants et des réfugiés qu'elle a consultées, ce qui a permis de faire entendre les voix de ces derniers. Parmi ces organisations figurent Afghan Refugees Solidarity Association, Africa Refugee-Led Network (RELON), ARCI Porco Rosso, Asylum Access, ChangeMakers Resettlement Forum, Global Refugee-led Network, Hope for Refugees in Action (HRA), International Rescue Committee (IRC), l'Association des réfugiés du Darfour en Ouganda, la Coalition européenne des migrants et des réfugiés, le Conseil consultatif irlandais pour les réfugiés, Mediterranean Hope, Migrants' Rights Network, Mosaico, New Women Connectors, Organization for Children's Harmony, People for Peace and Defense of Rights, PLACE Network, Plethora Social Initiative, PPDR Uganda, Refugee Advisory Group, Refugee Advisory Network of Canada, Refugee-Led Organization Network (RELON) Ouganda, SITTI Soap, Umoja Refugee et Youth Social Advocacy Team.

L'équipe a consulté un certain nombre d'universitaires, parmi lesquels : Tendayi Achiume (Université de Californie, Los Angeles), T. Alexander Aleinikoff (The New School), Mustapha Azaitraoui (Université du Sultan Moulay Slimane, Beni Mellal, Faculté de Khouribga), Massimo Livi Bacci (Université de Florence), Kaushik Basu (Université Cornell), Bernd Beber (WZB), Irene Bloemraad (Université de Californie, Berkeley), Chad Bown (PIIE), Nancy Chau (Université Cornell), Huiyi Chen (Université Cornell), Vincent Chetail (Geneva Graduate Institute), Cathryn Costello (Hertie School), Jishnu

Das (Université de Georgetown), Glen Denning (Université Columbia), Shanta Devarajan (Université de Georgetown), Jasmin Diab (Université américaine de Beyrouth), Mamadou Diouf (Université Columbia), Ángel A. Escamilla García (Université Cornell), Victoria Esses (Université Western Ontario), Ama R. Francis (Université Columbia), Feline Freier (Universidad del Pacífico, Pérou), Filiz Garip (Université de Princeton), Shannon Gleeson (Université Cornell), Guy Grossman (Université de Pennsylvanie), Yuki Higuchi (Université Sophia), Walter Kälin (membre du Groupe consultatif d'experts du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la question des déplacements internes et de l'Université de Berne), Ravi Kanbur (Université Cornell), Neeraj Kaushal (Université Columbia), Will Kymlicka (Université Queen's), Jane McAdam (Université de Nouvelle-Galles-du-Sud, Sydney), Gustavo Meireles (Université Kanda d'études internationales), Pierluigi Montalbano (Université La Sapienza), Yuko Nakano (Université de Tsukuba), Daniel Naujoks (Université Columbia), Izumi Ohno (National Graduate Institute for Policy Studies), Obiora Chinedu Okafor (École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins), Brian Park (Université Cornell), Eleanor Paynter (Université Cornell), Paolo Pinotti (Université Bocconi), Adam Posen (PIIE), Furio Rosati (Université Tor Vergata), Yasuyuki Sawada (Université de Tokyo), Alexandra Scacco, Mai Seki (Université Ritsumeikan), Akira Shibamura (Université de Tokyo), Dana Smith (Université Cornell), Aya Suzuki (Université de Tokyo), Jan Svejnar (Université Columbia), Saburo Takizawa (Université Touyo Eiwa), Joel Trachtman (Université Tufts, Fletcher School of Law and Diplomacy), Carlos Vargas-Silva (Université d'Oxford), Nicolas Veron (PIIE), Tatsufumi Yamagata (Université Ritsumeikan pour l'Asie et le Pacifique), Keiichi Yamazaki (Université nationale de Yokohama) et Yang-Yang Zhou (Université de la Colombie-Britannique).

L'équipe est reconnaissante du généreux soutien reçu du Fonds spécial multidonateurs pour les déplacements forcés pour les activités de collecte de documents de référence, de mobilisation des parties prenantes et de communication.

Enfin, l'équipe présente ses excuses à toute personne ou organisation omise par inadvertance de cette liste. Elle exprime sa gratitude à tous ceux et celles qui ont contribué à ce rapport, y compris ceux dont les noms n'apparaissent peut-être pas ici. Et ses membres souhaitent remercier leurs familles de leur soutien tout au long de la préparation du rapport.

Principaux points à retenir

Le présent rapport analyse de manière détaillée la migration internationale et son potentiel pour la croissance et la prospérité partagée dans *tous les pays*.

- **Il s'intéresse essentiellement aux individus qui n'ont pas la citoyenneté du pays dans lequel ils vivent, que l'on dénombre à environ 184 millions à travers le monde, parmi lesquels 37 millions de réfugiés.** Quelque 43 % d'entre eux se trouvent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les migrants sont parfois définis comme des personnes « nées à l'étranger ». Mais ce rapport affiche un point de vue différent, parce que les personnes naturalisées jouissent des mêmes droits que tous les autres citoyens.
- **Face à l'évolution rapide de la composition de la population, la migration devient de plus en plus nécessaire pour les pays à tous les niveaux de revenu.** Les pays à revenu élevé vieillissent rapidement. Il en est de même pour ceux de la catégorie intermédiaire, où la pyramide des âges devrait s'inverser avant qu'ils n'accèdent au statut de pays riches. Entretemps, les pays à faible revenu connaissent un véritable boom démographique, mais les jeunes intègrent la vie active sans les compétences recherchées sur le marché mondial de l'emploi. Ces tendances vont susciter une compétition mondiale pour la main-d'œuvre.
- **Le rapport présente un cadre robuste qui devrait guider l'élaboration des politiques publiques en fonction du niveau d'adéquation entre les compétences et les attributs connexes des migrants d'une part et les besoins des pays de destination d'autre part, et des motivations qui sous-tendent la migration.** L'adéquation détermine dans quelle mesure les migrants, les pays d'origine et les pays de destination tirent profit de la migration. La motivation peut imposer des obligations au pays de destination en vertu du droit international : les personnes qui émigrent en raison d'une « crainte fondée » de persécution ou pour leur vie dans leur pays d'origine — les réfugiés, par définition — ont droit à une protection internationale.
- **Le cadre adéquation-motivation offre aux responsables politiques un outil pour prendre les mesures qui conviennent, lesquelles sont décrites dans le rapport.**
 - *Lorsque l'adéquation est forte, les gains sont importants pour les migrants eux-mêmes et pour les pays d'origine et de destination.* Cela est vrai pour la grande majorité des migrants, qu'ils soient hautement ou peu qualifiés, en situation régulière ou sans papiers. Dans ce cas, l'objectif des pouvoirs publics devrait être de maximiser les bénéfices pour tous.
 - *Lorsque l'adéquation est faible, s'agissant des réfugiés, les coûts doivent être partagés — et réduits — de façon multilatérale.* Les situations de réfugiés peuvent durer des

années. Ici, l'objectif des pouvoirs publics devrait être de réduire les coûts associés à l'accueil des réfugiés tout en appliquant les normes de protection internationale qui s'imposent.

- *Lorsque l'adéquation est faible et que les migrants ne sont pas des réfugiés, les pouvoirs publics sont confrontés à des défis complexes*, en particulier si ces migrants sont en situation irrégulière ou en détresse. Certes, il appartient aux pays de destination de réglementer l'accès de telles personnes sur leur territoire, mais les expulsions et les refus d'entrée peuvent donner lieu à des traitements inhumains. Les politiques restrictives adoptées par les pays de destination peuvent également imposer des coûts à certains pays de transit. Dans ce cas, l'objectif des pouvoirs publics devrait être de réduire la nécessité des migrations de détresse, et le développement peut jouer un rôle essentiel à cet égard.
- **Les pays d'origine devraient gérer activement la migration afin de profiter de ses bienfaits pour le développement.** Ils devraient faire de la migration de la main-d'œuvre un élément explicite de leur stratégie de développement, et ils devraient réduire les coûts des envois de fonds, faciliter le transfert des connaissances de leur diaspora, renforcer les compétences en forte demande à l'échelle mondiale, atténuer les effets négatifs de la « fuite des cerveaux » et protéger leurs ressortissants à l'étranger, puis les soutenir à leur retour.
- **Les pays de destination peuvent également gérer les migrations d'une manière plus stratégique.** Ils devraient promouvoir l'accueil de personnes en « forte adéquation » pour répondre à leurs besoins de main-d'œuvre, en facilitant l'intégration des migrants et en s'attaquant aux répercussions sociales qui suscitent des préoccupations parmi leurs citoyens. En outre, ils devraient permettre aux réfugiés de se déplacer, d'accéder au marché du travail et de bénéficier des services nationaux dès lors qu'ils sont disponibles. Et ils devraient également lutter contre la migration de détresse et à haut risque d'une manière humaine.
- **La coopération internationale est essentielle pour faire de la migration un véritable moteur de développement.** La coopération bilatérale peut renforcer l'adéquation des migrants avec les besoins des pays de destination. Des actions multilatérales sont nécessaires pour partager les coûts de l'accueil des réfugiés et pour lutter contre la migration de détresse. De nouveaux instruments de financement devraient être mis au point pour aider les pays à offrir aux non-citoyens une prise en charge prévisible. Et les voix sous-représentées dans le débat sur la migration doivent être entendues, notamment celles des pays en développement, du secteur privé et d'autres parties prenantes, ainsi que celles des migrants et des réfugiés eux-mêmes.

Glossaire

Cette liste fournit des descriptions générales, et non des définitions juridiques précises, des termes couramment utilisés dans le présent rapport. Cela dit, ces descriptions comportent des éléments juridiques et stratégiques relatifs à la façon dont ces termes sont compris et appliqués dans la pratique.

apatride Personne qui n'est considérée comme ressortissant d'aucun pays.

asile ou statut de réfugié Statut juridique qu'un État accorde à un réfugié sur son territoire au terme d'une procédure judiciaire ou administrative. Ce statut confère aux concernés la protection internationale des réfugiés en empêchant leur renvoi (conformément au principe de *non-refoulement*), en régularisant leur séjour sur leur territoire d'accueil et en leur accordant certains droits pendant qu'ils s'y trouvent.

citoyen naturalisé Migrant ayant obtenu la citoyenneté dans son pays de destination.

concitoyen Personne qui détient la même citoyenneté qu'une autre personne.

demandeur d'asile Ressortissant d'un pays tiers qui demande l'asile. À des fins statistiques, il s'agit d'une personne qui a présenté une demande d'asile sur laquelle il n'a pas encore été statué définitivement.

diaspora Population d'un pays donné, qui est dispersée dans des régions ou des pays autres que son lieu géographique d'origine.

émigrant Personne qui quitte son pays de résidence habituelle pour s'établir dans un autre pays. Ce terme est utilisé du point de vue du pays d'origine de la personne concernée.

immigrant Personne qui déménage dans un pays pour y établir sa résidence habituelle. Ce terme est utilisé du point de vue du pays de destination de la personne concernée.

migrant Dans le présent rapport, personne qui quitte son pays de résidence habituelle pour s'installer dans un autre pays dont il n'a pas la citoyenneté. Ce changement de pays ne tient pas compte des déplacements de courte durée à des fins telles que les loisirs, les affaires, un traitement médical ou un pèlerinage religieux.

migrant économique Personne qui franchit une frontière internationale non pas par crainte de persécution ou d'éventuelles atteintes graves ou de la mort, mais pour d'autres raisons, telles que l'amélioration de ses conditions de vie en allant travailler ou retrouver sa famille à l'étranger. Ce terme englobe les migrants travailleurs ou travailleurs migrants qui se déplacent principalement pour travailler dans un autre pays.

migrant en détresse Personne qui émigre vers un autre pays dans des conditions de détresse, mais qui ne répond pas aux critères applicables pour obtenir le statut de réfugié. Cette migration est souvent irrégulière et dangereuse.

migrant en situation irrégulière Migrant qui n'est pas légalement autorisé à entrer ou à séjourner dans un pays donné (également appelé *migrant sans papiers*).

migrant en situation régulière Migrant qui est légalement autorisé à entrer ou à séjourner dans un pays donné.

non-refoulement Principe juridique interdisant aux États de renvoyer toute personne vers des pays ou territoires où elle pourrait être exposée à des persécutions, à la torture ou à d'autres atteintes graves.

non-ressortissant Personne qui ne détient pas la citoyenneté du pays dans lequel elle réside.

pays de transit Pays que traverse un migrant pour se rendre dans son pays de destination

pays/société d'accueil Pays dans lequel ou société dans laquelle un réfugié s'établit, temporairement ou définitivement.

pays/société d'origine Pays ou société que quitte un migrant ou un réfugié.

pays/société de destination Pays vers lequel ou société vers laquelle une personne émigre.

personne déplacée à l'intérieur de son propre pays Personne qui a été déplacée à l'intérieur des frontières d'un État pour éviter la persécution, des atteintes graves ou la mort, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme.

protection (internationale) complémentaire Forme de protection internationale accordée par un pays ou une région à des personnes qui ne bénéficient pas du statut de réfugié, mais qui peuvent néanmoins avoir besoin d'une protection internationale. Les États utilisent divers mécanismes juridiques et directifs pour régulariser l'entrée ou le séjour de ces personnes sur leur territoire ou empêcher leur renvoi (conformément au principe de *non-refoulement*).

protection internationale Protection juridique accordée par des États à des réfugiés ou autres personnes déplacées sur leur territoire qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine parce qu'ils y seraient en danger et parce que celui-ci ne peut ou ne veut pas les protéger. La protection internationale a un statut juridique qui, au minimum, empêche le renvoi de ces réfugiés ou autres personnes déplacées (conformément au principe de *non-refoulement*) et régularise leur séjour sur le territoire d'accueil.

réfugié Personne à qui un pays d'asile a accordé une protection internationale en raison d'une crainte de persécution, de conflit armé, de violence ou de troubles graves à l'ordre public dans son pays d'origine. La protection internationale que les pays accordent aux réfugiés a un statut juridique distinct (voir **asile ou statut de réfugié**) qui empêche que ces derniers soient renvoyés (conformément au principe de *non-refoulement*), en régularisant leur séjour sur leur territoire d'accueil et en leur accordant certains droits pendant qu'ils s'y trouvent, en application de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967 ou d'autres instruments juridiques internationaux, régionaux ou nationaux.

Abrégé



La migration fait partie de l'expérience humaine depuis les balbutiements de la civilisation. *L'homo sapiens* a quitté la vallée de l'Omo, en Afrique, il y a environ 200 000 ans, et depuis lors, les humains n'ont cessé de se déplacer, produisant des cultures, des langues et des ethnies distinctes¹. La migration se trouve être un puissant moteur de développement, améliorant la vie de centaines de millions de migrants, de leurs familles et des sociétés qui les accueillent à travers le monde. Mais elle pose aussi des défis pour les migrants, leurs pays d'origine et leurs pays de destination.

Le présent rapport définit le migrant comme une personne partie vivre hors de son pays de nationalité (encadré O.1) — en quête de meilleures opportunités économiques ou parce que fuyant un conflit ou victime de persécution (réfugiés). Il ne considère pas comme migrants les personnes naturalisées dans leur pays de résidence. C'est l'absence de citoyenneté – et des droits civiques, politiques, et économiques qui y sont attachés – qui crée des défis particuliers pour les migrants et les décideurs, et non pas le fait d'avoir émigré à un moment donné.

Le rapport propose un cadre pour gérer au mieux les effets économiques, sociétaux et humains de la migration. Alliant économie du travail et droit international, il examine dans quelle mesure les compétences et les attributs des migrants font l'objet d'une demande dans leur pays de destination (adéquation) et si ceux-ci sont à la recherche d'opportunités ou craignent pour leur vie dans leur pays d'origine (motivation). Il distingue quatre types différents de migrations et détermine les politiques et interventions prioritaires pour tirer pleinement parti de ce que chaque mouvement migratoire peut apporter au développement. La coopération internationale est essentielle pour que les choses évoluent, tout comme l'est le fait de donner la parole à de nouveaux acteurs capables de changer la nature et le ton des débats actuels.

Encadré O.1 Combien de migrants y a-t-il et où vivent-ils ?

Les mouvements transfrontaliers d'aujourd'hui se caractérisent par leur diversité : il n'y a pas de migrant type ou de pays d'origine ou de destination type. Les migrants diffèrent par les raisons qui les amènent à se déplacer, leurs compétences et leurs caractéristiques démographiques, leurs statuts juridiques, leurs situations et leurs perspectives. Il existe des pays d'origine et des pays de destination à tous les niveaux de revenu et, en fait, beaucoup jouent les deux rôles à la fois, à l'instar du Mexique, du Nigéria et du Royaume-Uni.

Selon la définition dans le présent rapport, il y a environ 184 millions de migrants dans le monde (environ 2,3 % de la population mondiale), dont 37 millions de réfugiés, répartis comme suit :

(page suivante)

Encadré O.1 Combien de migrants y a-t-il et où vivent-ils ? (suite)

- Environ 40 % (64 millions de migrants économiques et 10 millions de réfugiés) vivent dans les pays à revenu élevé de l'OCDE^a. Il s'agit de travailleurs hautement et faiblement qualifiés et de leur famille, de personnes ayant l'intention de s'installer, de migrants temporaires, d'étudiants, de sans-papiers et de personnes demandant une protection internationale. Ce nombre comprend 11 millions de citoyens de l'Union européenne (UE) vivant dans d'autres pays de l'UE avec des droits de résidence étendus.
- Environ 17 % (31 millions de migrants économiques) vivent dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La quasi-totalité d'entre eux sont des travailleurs temporaires titulaires d'un visa de travail renouvelable. Ils représentent, en moyenne, environ la moitié de la population des pays du CCG.
- Environ 43 % percent (52 millions de migrants économiques et 27 millions de réfugiés) vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire^b. Ils se sont déplacés essentiellement pour des raisons professionnelles, pour le regroupement familial ou pour demander une protection internationale.

La part des migrants dans la population mondiale reste relativement stable depuis 1960. Toutefois, cette stabilité apparente est illusoire parce que la croissance démographique est inégale à travers le monde. La migration à l'échelle mondiale a augmenté plus de trois fois plus vite que la population dans les pays à revenu élevé et seulement deux fois moins vite dans les pays à faible revenu.

Source : Base de données sur les migrations utilisée pour le *Rapport sur le développement dans le monde 2023*, Banque mondiale, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/wdr2023/data>.

a. Ce chiffre ne comprend pas les quelque 61 millions de citoyens naturalisés nés à l'étranger.

b. Cette estimation ne tient pas compte d'environ 31 millions de citoyens naturalisés nés à l'étranger.

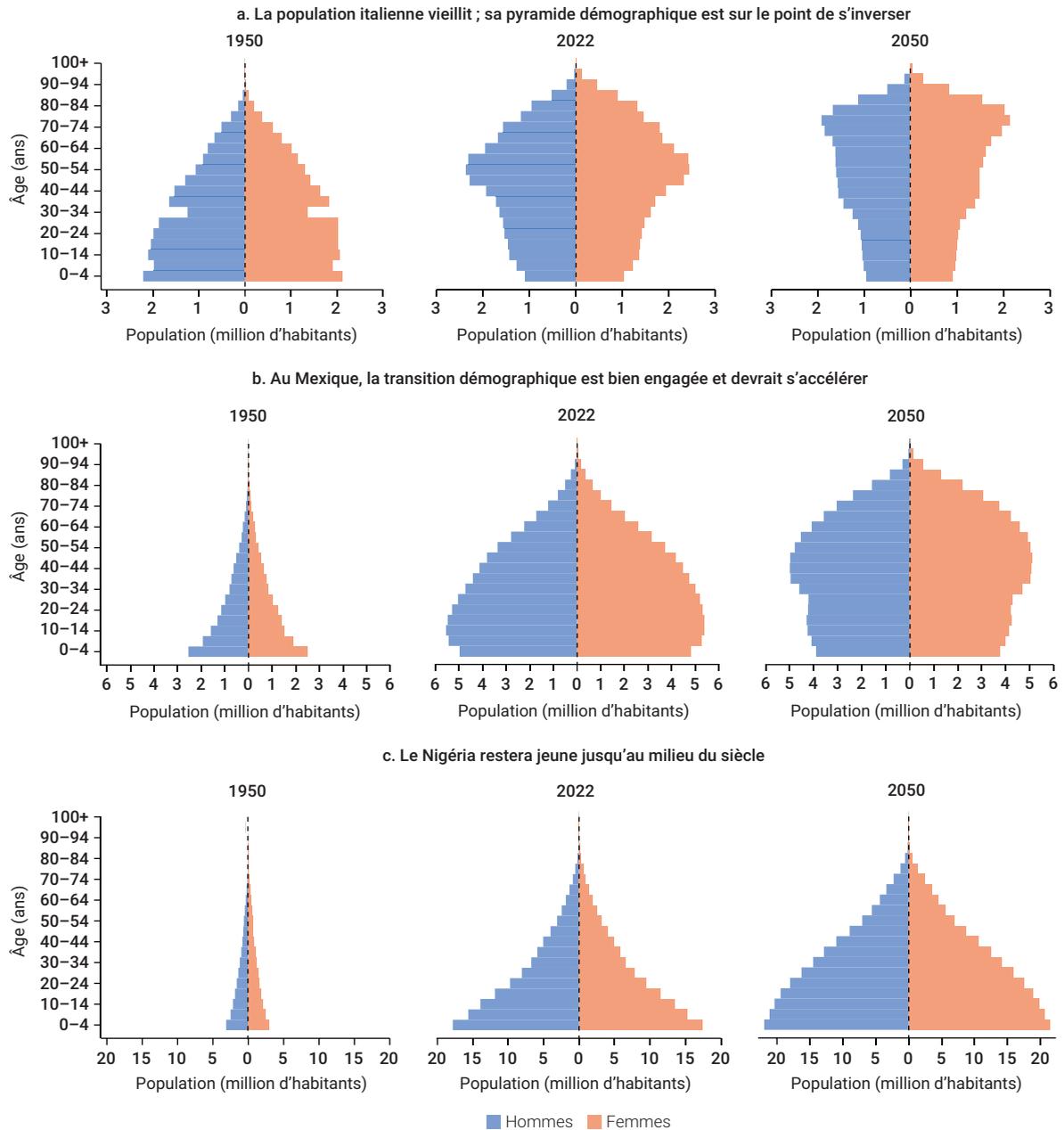
La migration est nécessaire pour tous les pays

La migration est une réponse à des chocs et déséquilibres mondiaux tels que les écarts massifs de revenus et de bien-être entre les pays. Les migrations économiques sont motivées par la possibilité d'obtenir des salaires plus élevés et l'accès à de meilleurs services². En 2020, environ 84 % des migrants vivaient dans un pays plus riche que le leur. Pourtant, migrer entraîne des coûts qui ne sont pas à la portée de la plupart des personnes plus pauvres. Généralement originaires de pays à revenu intermédiaire, la plupart des migrants ne sont issus ni des couches les plus pauvres ni des couches les plus riches de leur pays d'origine.

Les changements démographiques ont entraîné une intensification de la concurrence mondiale pour les travailleurs et les talents. Prenons trois pays. L'Italie, qui compte 59 millions d'habitants, devrait voir sa population diminuer de près de moitié pour atteindre 32 millions d'habitants en 2100, les personnes âgées de plus de 65 ans passant de 24 à 38 % de la population. Le Mexique, traditionnellement pays d'émigration, a vu son taux de fécondité chuter quasiment au seuil de renouvellement. Le Nigéria, en revanche, devrait voir sa population passer de 213 millions à 791 millions d'habitants, devenant ainsi le deuxième pays le plus peuplé du monde après l'Inde d'ici la fin du siècle (figure O.1).

Ces tendances ont déjà des répercussions profondes, modifiant les lieux où le besoin en travailleurs se fait ressentir et là où on peut les trouver³. Indépendamment des politiques, les pays riches auront besoin de travailleurs étrangers pour soutenir leurs économies et honorer leur contrat social vis-à-vis des citoyens plus âgés. De nombreux pays à revenu intermédiaire, qui sont traditionnellement les principales

Figure 0.1 Des forces démographiques aux antipodes sont à l'œuvre en Italie, au Mexique et au Nigéria



Source : Données de 2022 (scénario intermédiaire) : *World Population Prospects* (tableau de bord), Division de la population, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies, New York, <https://population.un.org/wpp/>.

sources de migration, devront bientôt rivaliser pour attirer les travailleurs étrangers, et beaucoup d'entre eux ne sont pas prêts à le faire. Les pays à faible revenu comptent un grand nombre de jeunes au chômage et sous-employés, mais beaucoup de ces jeunes ne possèdent pas encore les compétences en demande sur le marché mondial du travail⁴.

Le changement climatique aggrave les facteurs économiques de la migration⁵. Environ 40 % de la population mondiale — 3,5 milliards de personnes — vivent dans des endroits très exposés aux effets du changement climatique : pénuries d'eau, sécheresse, stress thermique, élévation du niveau de la mer et phénomènes extrêmes tels que les inondations et les cyclones tropicaux⁶. Les opportunités économiques diminuent dans les régions touchées, ce qui amplifie les vulnérabilités et alimente les pressions migratoires⁷. Les effets du changement climatique menacent l'habitabilité de régions entières dans des zones aussi diverses que le Sahel, les basses terres du Bangladesh et le delta du Mékong⁸. Dans certains petits États insulaires en développement, ces effets obligent les dirigeants à envisager des relocalisations planifiées⁹. La plupart des mouvements attribués au changement climatique se sont jusqu'à présent produits sur de courtes distances, principalement à l'intérieur d'un même pays¹⁰. Mais cela pourrait changer. La question de savoir si et dans quelle mesure le changement climatique amplifiera les flux migratoires internationaux dans les décennies à venir dépend des politiques mondiales et nationales d'atténuation et d'adaptation adoptées et mises en œuvre aujourd'hui.

Pendant ce temps, les conflits, la violence et les persécutions continuent de pousser un grand nombre de personnes à quitter leur pays d'origine. Le nombre de réfugiés a plus que doublé au cours de la dernière décennie¹¹. Les déplacements forcés et les schémas de migration économique sont largement distincts. Les mouvements de réfugiés sont souvent soudains et rapides¹². Comme les réfugiés cherchent la destination sûre la plus proche, ils sont concentrés dans un petit nombre de pays d'accueil voisins. Les réfugiés comprennent également un grand nombre de personnes vulnérables — les enfants représentant 41 % du total¹³.

Face à ces forces, la migration doit être gérée de sorte que ses bienfaits sur le développement puissent se concrétiser pleinement. Les approches actuelles échouent souvent, tant pour les migrants que pour les nationaux. Et elles sont sources d'importantes inefficacités et d'occasions manquées aussi bien dans les pays de destination que dans les pays d'origine¹⁴. Parfois, elles entraînent des souffrances humaines. Dans de nombreux pays, indépendamment de leur niveau de revenu, des pans entiers de la société remettent en question l'approche économique de la migration dans le cadre d'un discours plus large contre la mondialisation¹⁵.

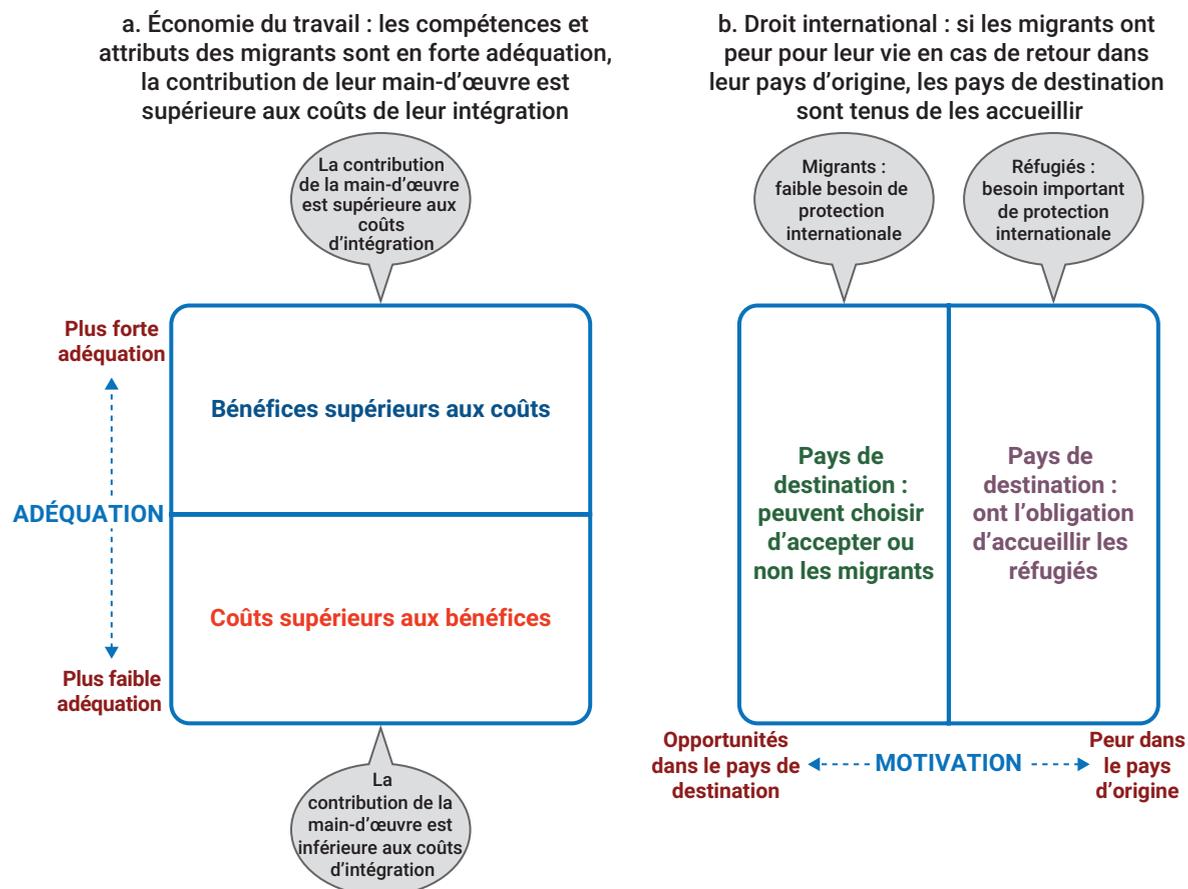
Un cadre pratique pour la prise de décision : la matrice adéquation-motivation

La migration comporte à la fois des avantages et des coûts pour les migrants, les pays d'origine et les pays de destination. Dans tous les cas, le bilan dépend des caractéristiques individuelles des migrants, des circonstances de leur déplacement et des politiques auxquelles ils sont exposés. Pourtant, les pays jouent un rôle inégal dans l'élaboration de ces politiques. La plupart des pays d'origine ont peu d'influence sur la régulation des flux migratoires. En revanche, les pays de destination déterminent et réglementent qui franchit légalement leurs frontières et qui est autorisé à séjourner sur leur territoire et avec quels droits. Ils encouragent certains mouvements et en découragent d'autres. Leurs politiques influencent en grande partie l'impact des mouvements transfrontaliers¹⁶.

L'économie du travail et le droit international fournissent les deux prismes principaux pour analyser les flux migratoires et ainsi formuler des politiques migratoires adéquates. Ces deux perspectives sont issues de traditions intellectuelles et universitaires distinctes et se concentrent sur des aspects différents des mouvements transfrontaliers. Chacune d'entre elles fournit donc des informations importantes. Pourtant, à ce jour, il n'existe pas de cadre simple permettant de les intégrer dans un tout cohérent.

L'économie du travail se concentre sur l'« adéquation » entre les compétences et les attributs connexes des migrants, d'une part, et les besoins des pays de destination, d'autre part (figure O.2a). Le point de départ des politiques migratoires dans de nombreux pays de destination est une question

Figure 0.2 Deux perspectives sur la migration transfrontalière



Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2023.

Note : Panneau a : Le terme *adéquation* désigne le degré auquel les compétences et les attributs connexes d'un migrant répondent à la demande dans le pays de destination. Les *bénéfices* comprennent une production économique accrue, une assiette fiscale élargie et une plus grande variété de certains biens et services à moindre coût pour les consommateurs. Les *coûts* incluent une demande accrue des services publics, des implications pour les travailleurs concurrents, ainsi que les coûts d'intégration économique et sociale. Panneau b : Le terme *motivation* fait référence aux circonstances dans lesquelles une personne migre pour trouver de meilleures possibilités ou en raison d'une « crainte fondée d'être persécutée », d'un conflit armé ou de violences dans son pays d'origine. Selon la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, les personnes qui éprouvent de telles craintes ont droit au statut de réfugié et doivent bénéficier d'une protection internationale. Elles ne peuvent pas être renvoyées dans leur pays d'origine ou dans un pays où elles seraient exposées à des traitements inhumains ou dégradants ou à d'autres préjudices irréparables (principe de non-refoulement).

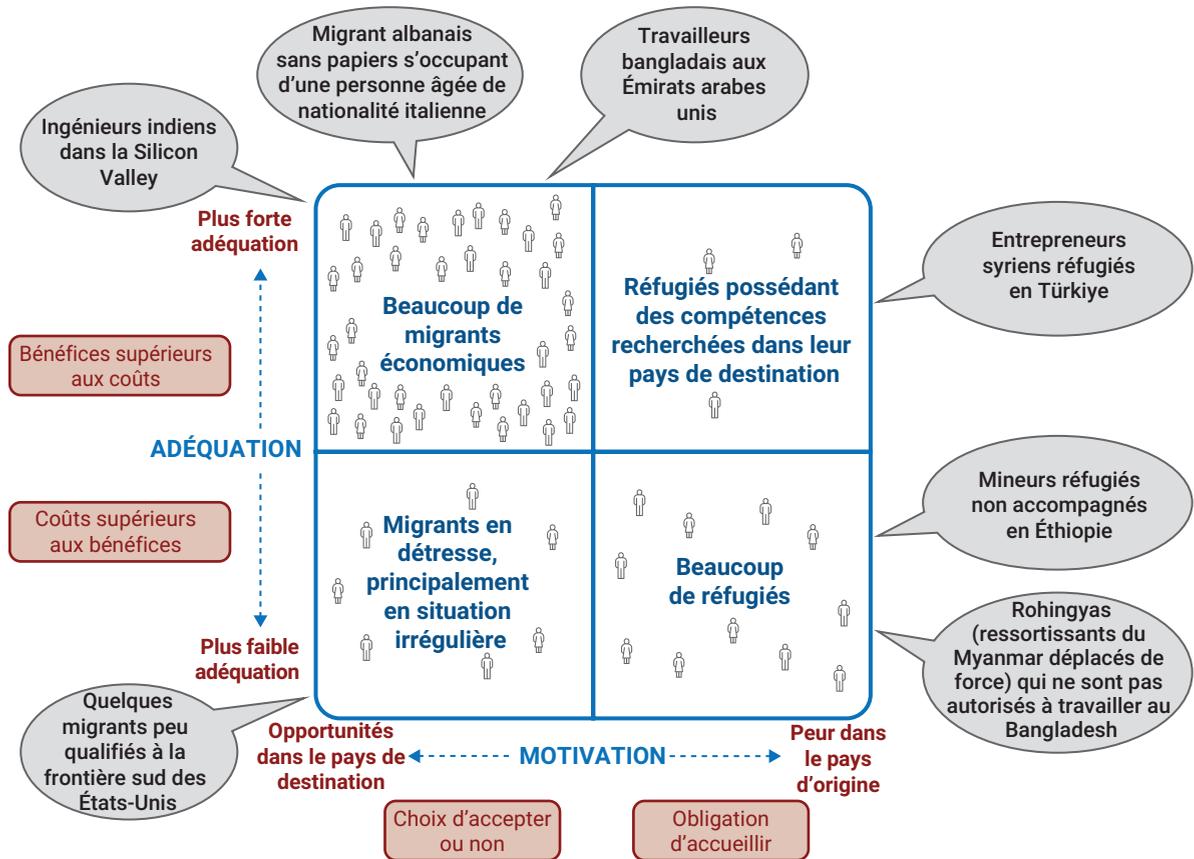
simple : la migration procure-t-elle des bénéfices qui dépassent les coûts ? Les migrants apportent des compétences dont la demande varie. Plus les compétences des migrants sont adaptées aux besoins du marché du travail du pays de destination, plus les gains sont importants pour les économies de destination et les migrants eux-mêmes, et souvent aussi pour les pays d'origine (par le biais des envois de fonds et des transferts de connaissances)¹⁷. Cela s'applique quel que soit le niveau de compétences et le statut juridique. Mais les migrants utilisent également les services publics et doivent être intégrés dans une société qui peut leur être inconnue. Ces deux aspects comportent des coûts, du moins à court terme. Les gains nets peuvent donc être positifs ou négatifs.

Selon le droit international, les motivations des migrants déterminent les obligations des pays de destination. Les pays décident souverainement quels migrants laisser entrer et sous quel statut (figure O.2b). Pourtant, lorsque des personnes fuient leur pays en raison d'une « crainte fondée » de persécution, d'un conflit ou de violences — et lorsqu'elles ne peuvent y retourner sans se mettre en danger — elles ont droit à une protection internationale en vertu de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et les calculs économiques des pays de destination ne s'appliquent plus. Au regard du droit international, ces personnes sont des réfugiés et ne doivent pas être renvoyées dans leur pays d'origine, quel que soit le coût de leur accueil¹⁸. Certains groupes de migrants ont besoin de soutien parce qu'ils sont confrontés à des défis considérables, notamment les femmes et les enfants, et plus particulièrement les filles, les personnes LGBTQ+ et les victimes du racisme, de la xénophobie et d'autres formes de discrimination. En fait, certaines personnes se déplacent pour plusieurs raisons, ce qui brouille la nette distinction entre les réfugiés et les migrants économiques. La nécessité d'une protection internationale constitue un second prisme à travers lequel les politiques migratoires doivent être envisagées lors de leur élaboration.

Le présent rapport propose un cadre analytique qui intègre les deux dimensions — l'adéquation et la motivation. Il distingue quatre types de migrants et recense les priorités stratégiques pour chaque situation (figure O.3)¹⁹ :

- *Migrants économiques dont l'adéquation avec le pays d'accueil est forte* (quadrant supérieur gauche). La plupart de ces migrants sont à la recherche de meilleures opportunités et choisissent des pays de destination avec lesquels ils sont susceptibles d'être en forte adéquation²⁰. Leur déplacement a des effets bénéfiques considérables sur le développement de leur pays de destination, de leur pays d'origine et sur leur propre développement, quel que soit leur statut juridique. Il comporte également des coûts, mais ceux-ci sont généralement inférieurs. Dans ce cas, les intérêts de toutes les parties sont généralement alignés. L'objectif des pouvoirs publics devrait être d'accroître les bénéfices et de réduire les coûts.
- *Refugiés ayant un profil en forte adéquation* (quadrant supérieur droit). Certains réfugiés possèdent des compétences et des attributs qui correspondent aux besoins du pays de destination, même s'ils se déplacent par crainte et non pour rechercher des opportunités. Leur migration apporte à la société de destination les mêmes avantages en termes de développement que ceux apportés par les migrants volontaires. L'objectif des pouvoirs publics devrait être d'augmenter encore les gains nets.
- *Refugiés au profil en faible adéquation* (quadrant inférieur droit). De nombreux réfugiés apportent des compétences et des attributs qui sont en faible adéquation avec les besoins de la société d'accueil. Ils choisissent leur destination en fonction de leur besoin immédiat de sécurité, et pas nécessairement pour des considérations liées au marché du travail. Néanmoins, conformément au droit international, ils doivent être accueillis, quel qu'en soit le coût. L'objectif des autorités du pays de destination devrait être de réduire ces coûts et de les partager avec d'autres pays.
- *Migrants en détresse* (quadrant inférieur gauche). D'autres migrants ne remplissent pas les conditions requises pour être considérés comme des réfugiés et n'ont pas un profil en forte adéquation avec la société de destination. Leur nombre global n'est pas élevé, mais ils suivent souvent un itinéraire irrégulier et peu sûr, ce qui pose des défis importants aux pays de destination. L'expression *migrants en détresse*, telle qu'elle est utilisée dans le présent rapport, est une reconnaissance des circonstances dans lesquelles ils se déplacent, et non une catégorie normative. Certains de ces migrants en

Figure 0.3 L'« adéquation » détermine les gains nets de l'accueil des migrants ; la « motivation » détermine leurs besoins en matière de protection internationale



Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2023.

Note : Le terme *adéquation* désigne le degré auquel les compétences et les attributs connexes d'un migrant répondent à la demande dans le pays de destination. Le terme *motivation* fait référence aux circonstances dans lesquelles une personne se déplace, que ce soit pour trouver de meilleures possibilités ou en raison d'une « crainte fondée de persécution », d'un conflit armé ou de violences dans son pays d'origine.

détresse, s'ils ne sont pas des réfugiés, peuvent néanmoins avoir besoin d'une protection pour des raisons humanitaires ou autres. D'autres peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine ; ils doivent être traités avec humanité.

La position des migrants dans la matrice adéquation-motivation est en partie déterminée par les politiques des pays de destination. Par exemple, l'adéquation entre les compétences et les attributs d'un migrant et les besoins du pays de destination dépend du droit de l'intéressé de travailler et de faire valoir ses qualifications. Cette adéquation peut évoluer avec le temps, en fonction des besoins changeants en main-d'œuvre, de la réglementation économique et des normes sociales dans le pays de destination. De même, l'identification des personnes devant bénéficier d'une protection internationale varie d'un pays à l'autre, dans le cadre plus large défini par le droit international.

En fin de compte, les politiques gouvernementales devraient viser à la fois à maximiser les effets positifs de la migration sur le développement — sur les migrants, les sociétés d'origine et de destination — et à fournir aux réfugiés une protection internationale adéquate. À terme, ces politiques devraient chercher à renforcer l'adéquation entre les compétences et les attributs de tous les migrants et les besoins des sociétés de destination, afin d'amplifier ces effets positifs. Elles devraient également tendre à réduire les migrations difficiles, qui infligent souvent des souffrances et une détresse immenses.

Lorsque l'adéquation est forte, les gains sont importants

Lorsque les migrants arrivent avec des compétences et des attributs recherchés dans le pays de destination, les bénéfices l'emportent généralement sur les coûts, indépendamment des motivations, des niveaux de qualifications ou du statut juridique des personnes concernées. Ces migrants pallient les insuffisances observées sur le marché du travail du pays de destination, ce qui profite à l'économie de ce pays, à eux-mêmes et à leur pays d'origine. Il existe également des coûts, tant économiques que sociaux, pour les sociétés de destination et d'origine, mais ils sont généralement beaucoup moins significatifs que les avantages. Aussi bien les pays de destination que d'origine peuvent concevoir et mettre en œuvre des politiques qui augmentent davantage les gains et remédient aux coûts (figure O.4).

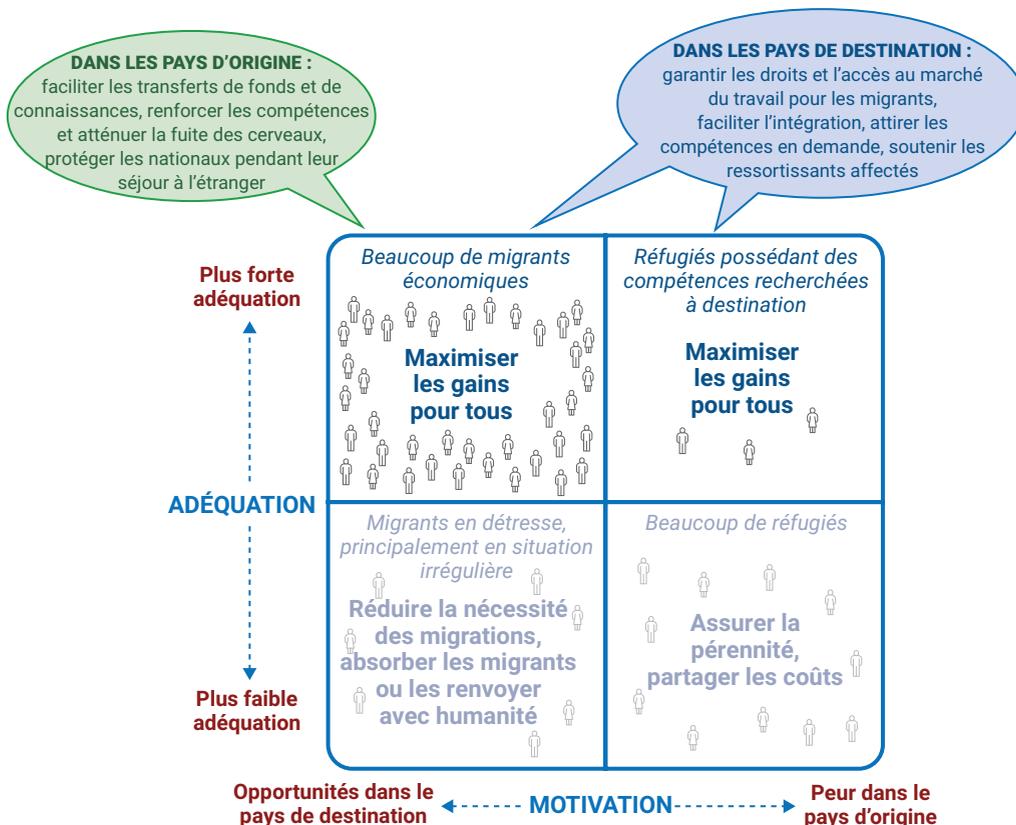
Les pays de destination ne doivent pas laisser les controverses sociales et culturelles occulter les avantages économiques de la migration

Les migrants peuvent contribuer substantiellement à l'efficacité et à la croissance de l'économie de destination, surtout à long terme. Les migrants peu qualifiés effectuent de nombreux travaux que les locaux ne sont pas disposés à accepter, ou pour lesquels ils demanderaient des salaires supérieurs à ce que les consommateurs sont prêts à payer²¹. Les migrants hautement qualifiés — infirmiers, ingénieurs, chercheurs — améliorent la productivité dans de nombreux secteurs de l'économie. Pourtant, seuls quatre pays — l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni — comptent plus de la moitié de l'ensemble des immigrants ayant une formation de niveau supérieur²². Environ 17 % des agents de santé aux États-Unis, 12 % au Royaume-Uni et 79 % dans les pays du CCG sont nés à l'étranger²³. Les consommateurs bénéficient de la baisse des coûts de production et des prix plus bas de certains biens et services²⁴. Les bénéfices à long terme de l'immigration comprennent l'amélioration de l'esprit d'entreprise et de l'innovation, le renforcement des échanges commerciaux internationaux et des investissements, et une meilleure prestation de services dans des domaines tels que l'éducation et la santé²⁵. Les contributions des migrants sont plus importantes lorsque ceux-ci sont autorisés à travailler et capables de le faire officiellement à hauteur de leurs qualifications et de leur expérience.

Dans de nombreux pays, cependant, la controverse ne porte pas sur l'économie, mais sur les répercussions sociales et culturelles de l'immigration. Lorsque les migrants restent pendant une longue période — ou de façon permanente —, la question de leur intégration devient centrale. L'impact socioculturel est fonction de la taille du groupe de migrants, de son origine, de son statut socioéconomique, et des perceptions des citoyens — et parfois leurs préjugés raciaux — à l'égard des migrants²⁶. Il dépend également du sentiment identitaire et du contrat social de chaque pays²⁷. Certains pays, comme le Canada, se considèrent comme des sociétés façonnées par les migrants et leurs descendants²⁸, tandis que d'autres, comme le Japon, mettent l'accent sur leurs racines anciennes²⁹.

Ce débat se déroule dans un contexte où les sociétés et les cultures ne sont ni homogènes ni statiques. Il n'existe pas d'harmonie « pré-migration » à laquelle on pourrait revenir. Dans toutes les sociétés, les tensions, la concurrence et la coopération ont toujours existé entre divers groupes qui se chevauchent en partie et sont en constante évolution. Certaines de ces tensions sont le reflet des disparités

Figure 0.4 Quand l'adéquation est forte, les politiques des pays de destination et d'origine peuvent maximiser les bénéfices de la migration



Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2023.

Note : Le terme *adéquation* désigne le degré auquel les compétences et les attributs connexes d'un migrant répondent à la demande dans le pays de destination. Le terme *motivation* fait référence aux circonstances dans lesquelles une personne se déplace, que ce soit pour trouver de meilleures possibilités ou en raison d'une « crainte fondée de persécution », d'un conflit armé ou de violences dans son pays d'origine.

socioéconomiques : elles ne sont pas liées à la migration, mais à la pauvreté et aux perspectives économiques — et il se trouve qu'un grand nombre de migrants sont pauvres. Étant donné que nombre de ceux qui ont émigré ou leurs descendants ont été naturalisés, certaines des questions culturelles attribuées à la migration sont en fait liées à l'inclusion des minorités nationales. La migration n'est aussi qu'une des nombreuses forces qui transforment les sociétés à une époque caractérisée par des mutations rapides, la modernisation, la laïcisation, les progrès technologiques, l'évolution des rôles des genres et des structures familiales, et l'émergence de nouvelles normes et valeurs, entre autres. L'intégration finit par se produire, et elle est facilitée par l'inclusion économique et les politiques anti-discrimination.

Les pays de destination doivent s'attaquer activement aux retombées négatives de la migration. Plus les compétences et les attributs des migrants sont en adéquation avec les besoins du marché du travail de destination, plus leurs effets sur les salaires des nationaux seront faibles ; ils peuvent même être positifs. Or, même si l'impact moyen est limité, certains travailleurs — ceux dont les compétences sont semblables à celles des migrants — peuvent voir leur salaire baisser, perdre leur emploi, et avoir alors besoin de soutien³⁰. Lorsqu'un pays de destination doit accueillir un grand nombre d'enfants d'origine étrangère,

surtout si ceux-ci ne maîtrisent pas la langue locale, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour maintenir la qualité de l'enseignement³¹. Il faudrait accroître les investissements publics dans les quartiers où vivent les migrants afin de réduire la pauvreté et la discrimination qui, autrement, peuvent conduire à la ségrégation résidentielle et à toute une série de fléaux sociaux comme ceux qu'on observe en France ou en Suède³². Dans la plupart des pays, la migration permet d'accroître les recettes fiscales en augmentant le nombre de contribuables, ce qui dégage des ressources pour les dépenses nécessaires³³.

La plupart des migrants ont beaucoup à gagner, et bien plus lorsqu'ils ont des droits dans les pays de destination

La plupart des migrants économiques — qu'ils soient peu ou hautement qualifiés — s'en sortent beaucoup mieux dans leurs pays de destination que s'ils étaient restés chez eux. Comme les migrants cherchent à maximiser les avantages de leur migration, ils choisissent délibérément des destinations où leurs compétences sont recherchées. Ils trouvent des opportunités qu'ils n'auraient pas eues dans leur pays d'origine, gagnent des salaires plus élevés et ont souvent accès à de meilleurs services. Ces gains augmentent considérablement avec le temps, surtout si l'économie du pays de destination est en croissance et que son marché du travail fonctionne bien. Les migrants qui retournent dans leur pays d'origine — environ 20 à 50 % du total dans les pays à revenu élevé de l'OCDE — sont mieux lotis qu'avant leur départ³⁴.

Les migrants rencontrent aussi des difficultés. Les coûts financiers liés au déplacement sont très élevés dans certaines situations, et ils doivent travailler pendant plusieurs années pour les rembourser³⁵. Des dizaines de millions de migrants sont séparés de leur famille et nombre d'entre eux risquent d'être isolés socialement dans un environnement qui ne leur est pas familier³⁶. L'absence des parents pose des problèmes dans les ménages, notamment en ce qui concerne l'éducation des enfants, ce qui peut avoir des conséquences à long terme³⁷.

La migration est plus avantageuse pour les migrants lorsqu'ils ont un statut légal et des droits formels en matière d'emploi, conformément aux normes internationales du travail. Il s'agit par exemple du droit à un travail décent, à un recrutement équitable³⁸ et à la possibilité de changer d'employeur lorsque de nouvelles opportunités se présentent³⁹. Une fois qu'ils ont acquis ces droits, leurs salaires et la qualité de leurs emplois se rapprochent de ceux des nationaux beaucoup plus rapidement que s'ils étaient sans papiers, et ils subissent moins de pressions pour accepter des emplois moins qualifiés et rémunérés en deçà de leurs compétences⁴⁰. Ils peuvent voyager plus facilement et, par conséquent, mieux maintenir les liens avec les membres de leur famille dans leur pays d'origine. Ils sont également moins exposés aux abus et à la discrimination. En revanche, dans les pays de destination où la protection juridique est insuffisante, ou lorsque les migrants ne peuvent y accéder en raison d'obstacles liés à l'information et à la langue, ils courent un risque accru d'exploitation⁴¹.

Les pays d'origine doivent gérer activement la migration afin de profiter de ses bienfaits pour le développement

Dans les pays d'origine, l'émigration peut contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement, surtout quand elle est bien gérée⁴². Les envois de fonds constituent une source de revenus stable pour les familles des migrants, et soutiennent les investissements dans l'éducation des enfants, les soins de santé, le logement et les activités entrepreneuriales. Ces avantages pourraient être amplifiés par la réduction des coûts d'envoi de fonds⁴³. Dans de nombreux cas, les migrants, les rapatriés et les diasporas transfèrent des idées, des connaissances et des technologies, stimulant ainsi la création d'emplois et la modernisation, comme l'ont fait les expatriés indiens de la Silicon Valley aux États-Unis lorsqu'ils ont contribué à développer le secteur des technologies de l'information dans leur pays d'origine⁴⁴. Ce

processus est plus facile à mener lorsque le pays d'origine dispose de politiques économiques saines qui favorisent un climat propice aux affaires, de politiques efficaces sur le marché du travail, d'institutions solides et d'écosystèmes professionnels sur lesquels les entrepreneurs peuvent s'appuyer.

L'émigration de ressortissants hautement qualifiés de pays à faible revenu — ce que l'on appelle la fuite des cerveaux — peut entraîner des pertes pour les pays d'origine et engendrer des problèmes de développement. En Afrique subsaharienne, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, les personnes ayant fait des études supérieures sont 30 fois plus susceptibles d'émigrer que les personnes moins instruites⁴⁵. Cette émigration peut aggraver la pénurie de travailleurs qualifiés pour fournir des services essentiels tels que les soins de santé. Les gouvernements ne pouvant pas empêcher les gens de partir, ils doivent développer les capacités de formation pour l'acquisition de ces compétences. Cet effort pourrait être soutenu par une coordination avec les pays de destination, notamment pour financer des programmes d'enseignement supérieur et de formation⁴⁶. Dans des secteurs essentiels tels que les soins de santé, des mesures supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires, comme des exigences minimales en matière de service appliquées dans le cadre d'accords bilatéraux relatifs à la mobilité professionnelle conclus avec les pays de destination⁴⁷. Des réformes économiques et sociales parallèles sont nécessaires pour garantir que les travailleurs qualifiés aient des perspectives attrayantes et puissent être employés à pleine capacité dans leur pays d'origine.

Les pays d'origine profitent le plus de la migration de la main-d'œuvre lorsqu'ils en font un élément explicite de leur stratégie de réduction de la pauvreté. Les gouvernements peuvent faciliter les mouvements ordonnés par le biais d'accords relatifs à la mobilité professionnelle conclus avec les pays de destination, de systèmes d'information améliorés sur le marché du travail, de processus de recrutement équitables et d'un soutien consulaire aux citoyens à l'étranger. Ils peuvent également s'efforcer de réduire les coûts des envois de fonds et des migrations et aider les migrants de retour à réintégrer le marché du travail et la société. Ils peuvent adapter les systèmes éducatifs pour développer les compétences plus ou moins spécialisées en forte demande au niveau mondial, afin que leurs citoyens puissent obtenir de meilleures perspectives d'emploi s'ils émigrent et contribuer ainsi davantage à l'économie de leur pays par le biais d'envois de fonds et de transferts de connaissances. De telles initiatives se sont avérées fructueuses dans plusieurs pays tels que le Bangladesh et les Philippines, même si beaucoup reste à faire⁴⁸.

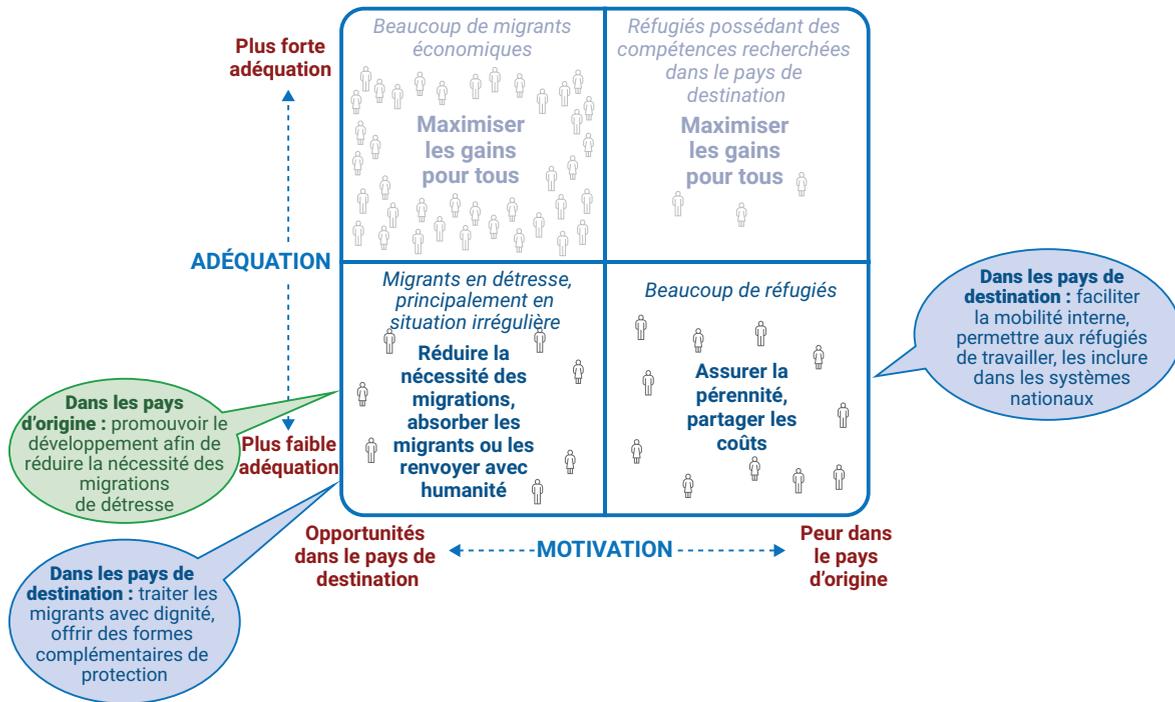
Lorsque l'adéquation est faible, les coûts doivent être partagés — et réduits — de façon multilatérale

Lorsque les migrants apportent des compétences et des attributs peu recherchés dans leurs pays de destination, les coûts de l'immigration pour ces derniers sont supérieurs aux bénéfices. Si les migrants et les pays d'origine en retirent des avantages, ceux-ci ne seront pas durables, à moins que les pays de destination prennent des mesures pour réduire et gérer leurs propres coûts (figure O.5). Les enjeux concernant les politiques migratoires sont différents pour les réfugiés qui, en vertu du droit international, doivent être accueillis par les pays de destination, et pour les autres migrants qui se déplacent dans un état de détresse.

Les situations de réfugiés doivent être gérées comme des enjeux de développement à moyen terme et non pas seulement comme des urgences humanitaires

Un soutien aux pays qui accueillent des réfugiés conçu comme une succession d'interventions d'urgence est à la fois coûteux et inefficace. En moyenne, la communauté internationale dépense

Figure 0.5 Lorsque l'adéquation est faible, le pays de destination doit faire des arbitrages, pendant l'élaboration des politiques, entre les gains économiques et la dignité des migrants



Source : Équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2023*.

Note : Le terme *adéquation* désigne le degré auquel les compétences et les attributs connexes d'un migrant répondent à la demande dans le pays de destination. Le terme *motivation* fait référence aux circonstances dans lesquelles une personne se déplace, que ce soit pour trouver de meilleures possibilités ou en raison d'une « crainte fondée » de persécution, d'un conflit armé ou de violences dans son pays d'origine.

585 dollars par an pour chaque réfugié accueilli dans un pays à revenu faible ou moyen inférieur, en plus des dépenses engagées par les gouvernements hôtes⁴⁹. La manière dont l'aide internationale est fournie incite souvent à adopter des approches à court terme⁵⁰. Pourtant, les réfugiés actuels sont en exil depuis 13 ans en moyenne⁵¹, et des millions d'entre eux vivent dans l'incertitude depuis des décennies⁵². Par exemple, de nombreux Afghans qui ont quitté leur pays après l'invasion soviétique de 1979 sont toujours en exil aujourd'hui, de même que leurs enfants et leurs petits-enfants. L'aide humanitaire est essentielle pour satisfaire les besoins immédiats, mais les politiques de soutien à l'accueil des réfugiés devraient, dès le début d'une crise, s'inscrire dans la durée, tant sur le plan financier que social.

L'adoption d'une approche à moyen terme peut à la fois réduire les coûts d'accueil et permettre aux réfugiés de reconstruire leur vie. La Convention relative au statut des réfugiés de 1951 fait obligation aux États d'assurer aux réfugiés la sécurité, mais aussi l'accès à l'emploi et aux services essentiels. Les personnes qui fuient les conflits et les persécutions sont souvent vulnérables, notamment en raison de la perte de leurs biens et d'une expérience traumatisante, ce qui peut être aggravé par un statut incertain⁵³. Nombreux sont ceux qui ne peuvent pas travailler, comme les enfants ou les personnes handicapées ou traumatisées.

Mais, s'ils en ont la possibilité, la plupart des réfugiés cherchent, à l'instar des autres migrants, à améliorer leur vie et à contribuer à l'économie de leur pays d'accueil⁵⁴. La meilleure façon de soutenir cet effort est d'accorder aux réfugiés le droit de travailler, de les aider à accéder à l'emploi et de les insérer dans les systèmes nationaux d'éducation et de santé, avec un appui extérieur adéquat. Cette approche a été adoptée dans des pays aussi divers que la Colombie⁵⁵, le Niger⁵⁶, l'Ouganda⁵⁷, la Pologne⁵⁸, et la Türkiye⁵⁹, entre autres.

La mobilité interne, qui permet aux réfugiés de se déplacer à l'intérieur des pays de destination vers des lieux où il y a des emplois et des services, peut encore transformer la réponse aux situations de réfugiés. De nombreux réfugiés sont accueillis dans des régions frontalières en retard de développement, où les opportunités font défaut et où ils constituent une part importante de la population. Leur présence peut imposer des charges importantes aux communautés d'accueil. Mais d'autres approches sont possibles, comme le montre l'aide apportée par certains pays aux déplacés vénézuéliens et ukrainiens, par exemple. Dans ces situations, les réfugiés sont autorisés, voire encouragés, à se déplacer partout dans le pays d'accueil et même au sein de blocs régionaux. Cette liberté renforce leur adéquation aux besoins des sociétés de destination dans la mesure où ils peuvent accéder à plus d'opportunités. Elle réduit également les pressions exercées sur les communautés d'accueil, les réfugiés étant répartis plus uniformément sur l'ensemble du territoire. Une telle approche passe par un changement dans la manière dont l'aide est fournie, en adoptant un mode de financement prévisible à moyen terme, en mettant au point des programmes d'appui à l'élaboration des politiques et en renforçant les institutions nationales afin qu'elles puissent offrir une protection internationale⁶⁰.

L'accueil des réfugiés contribuant au bien public mondial, toutes les nations devraient aider à en assumer les coûts, mais beaucoup ne le font pas. La grande majorité des réfugiés vivent dans une douzaine de pays seulement, généralement des pays à revenu faible ou intermédiaire limitrophes de leur pays d'origine⁶¹. Par exemple, en Jordanie et au Liban, les réfugiés représentent une part importante de la population totale. Trois bailleurs de fonds fournissent près des deux tiers du financement bilatéral de l'aide aux réfugiés dans le monde⁶², et quatre pays accueillent près des trois quarts des réinstallés⁶³. Cette base étroite de soutien devrait être élargie en faisant appel à de nouvelles parties prenantes, notamment les organisations d'aide au développement, les collectivités locales, le secteur privé et la société civile. Le partage des responsabilités peut également faire partie de négociations bilatérales plus larges, telles que sur l'accès aux marchés dans le cadre du Pacte pour la Jordanie⁶⁴ ou l'investissement dans le cadre du Pacte pour l'emploi en Éthiopie⁶⁵. Il pourrait être complété par des initiatives régionales, y compris dans les pays à faible revenu. Par exemple, dans la Corne de l'Afrique, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a contribué à la mise au point d'un mécanisme régional de collaboration afin d'améliorer progressivement la gestion des situations de réfugiés⁶⁶.

Il faut réduire la migration de détresse tout en respectant la dignité des migrants

Les défis les plus difficiles à relever pour les pouvoirs publics se posent lorsque les migrants ne sont ni des réfugiés et ni des personnes dont le profil est en forte adéquation avec société de destination. Beaucoup de ces migrants se tournent vers des filières illicites et vers une industrie de la contrebande en pleine croissance qui alimente le marché d'un emploi dans des conditions d'exploitation dans les pays de destination⁶⁷. Cette migration s'accompagne souvent de souffrances. Depuis 2014, près de 50 000 personnes sont mortes en tentant d'émigrer⁶⁸. Nombreuses sont celles qui ont péri en tentant de traverser la Méditerranée, et le nombre de morts sur d'autres itinéraires est également en augmentation. Cette migration a également créé un sentiment de perte de contrôle des frontières et ébranle le fragile consensus sur le traitement des migrants en situation régulière et des réfugiés. Pour

les décourager, certains gouvernements ont mis en œuvre des politiques sévères, comme la séparation des familles à la frontière sud des États-Unis en 2018 ou l'externalisation des contrôles frontaliers vers des pays tiers dont le bilan en matière de droits de l'homme est douteux⁶⁹. Toutes ces réponses ont un coût important pour la dignité et les droits de l'homme des migrants et des candidats à l'immigration.

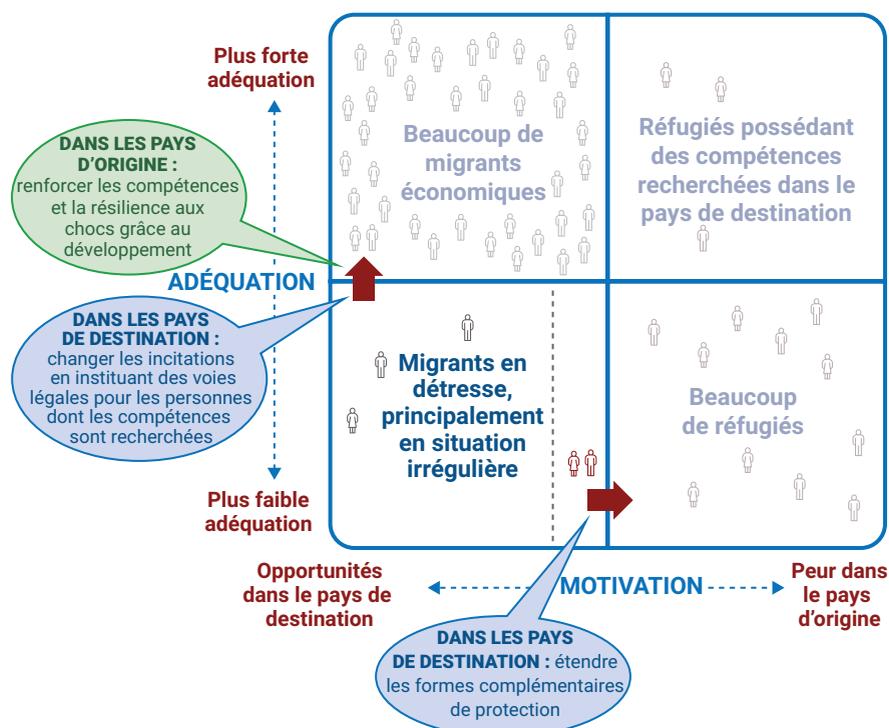
Certains migrants en détresse ont besoin de protection, même s'ils n'ont pas le statut de réfugiés. Ils prennent des risques, mettant leur vie en péril, ce qui indique qu'ils n'ont pas d'autres options viables dans leur pays d'origine, ou ils sont la proie de la traite des êtres humains pendant leur trajet. Par exemple, les migrants sans-papiers qui se rendent à la frontière sud des États-Unis courent le risque d'enlèvements, d'extorsions, de violences sexuelles et d'autres formes de violence de la part de bandes criminelles⁷⁰. Face à ce qui est devenu une série de crises humaines et politiques, plusieurs pays ont mis au point des instruments juridiques spécifiques pour assurer une forme de protection aux personnes qui ne sont pas reconnues comme réfugiés, mais qui ne peuvent pas être renvoyées dans leur pays en toute sécurité⁷¹. Cette approche est parfois appelée protection complémentaire ou subsidiaire. Il faudrait étendre ces régimes de manière cohérente et mettre en place des voies sûres et légales pour permettre à certains d'accéder à une forme de protection internationale.

Les pays de destination peuvent choisir de renvoyer d'autres migrants en détresse dans leur pays d'origine. Toutefois, le respect de la dignité humaine doit être un critère immuable des politiques migratoires. Les expulsions sont une tragédie pour les personnes concernées, mais elles peuvent être nécessaires pour assurer la viabilité du système migratoire, car elles montrent aux citoyens et aux candidats à l'immigration que les règles seront appliquées. Les retours involontaires doivent être exécutés conformément aux conventions sur les droits de l'homme et avec humanité. Ils devraient s'accompagner d'efforts parallèles visant à réprimer à la fois les passeurs et ceux qui emploient des migrants sans-papiers dans les pays de destination.

Lorsque les pays de destination adoptent des politiques restrictives, celles-ci peuvent avoir des répercussions sur leurs voisins, en particulier ceux par lesquels transitent les migrants. Les pays de transit deviennent des destinations de substitution lorsque des obstacles empêchent les migrants de poursuivre leur chemin. Les migrants en détresse restent pendant des mois, voire des années, dans des pays où ils ne souhaitaient pas se retrouver et où ils sont souvent vulnérables. Cette situation pose aux pays de transit tels que le Mexique ou le Maroc des problèmes de politique générale complexes qu'ils ne peuvent résoudre seuls. Les pays de destination et de transit doivent donc travailler ensemble pour absorber les migrants en détresse ou les rapatrier avec humanité (étant entendu toutefois que le retour ne doit pas s'appliquer aux réfugiés couverts par la Convention relative au statut des réfugiés de 1951). Cette coopération comprend la conception de mécanismes permettant de déterminer qui doit être accueilli dans quel pays — de destination ou de transit — et qui doit être rapatrié, ainsi que l'adoption des procédures et des dispositions financières correspondantes pour y parvenir efficacement. Ces dispositions peuvent être complétées par des efforts visant à renforcer les services et la sécurité dans les pays où les migrants ne font que passer.

Globalement, le principal enjeu consiste à réduire la nécessité de ces déplacements (figure O.6). Le développement joue un rôle essentiel à cet égard en changeant la composition des flux migratoires et les circonstances dans lesquelles les migrants partent⁷². À mesure que les pays se développent, leurs ressortissants deviennent plus instruits et leurs compétences correspondent mieux aux besoins du marché du travail national et mondial. Ils deviennent également plus résilients aux chocs, et la disponibilité d'un travail décent et d'options de substitution à la migration réduit la nécessité de mouvements transfrontaliers de détresse. Mais le développement prenant du temps, des solutions à plus court terme sont également nécessaires. Les pays de destination peuvent coopérer avec les pays

Figure 0.6 Les politiques appliquées dans les pays d'origine et de destination peuvent réduire la migration de détresse



Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2023.

Note : Le terme *adéquation* désigne le degré auquel les compétences et les attributs connexes d'un migrant répondent à la demande dans le pays de destination. Le terme *motivation* fait référence aux circonstances dans lesquelles une personne se déplace, que ce soit pour trouver de meilleures possibilités ou en raison d'une « crainte fondée de persécution », d'un conflit armé ou de violences dans son pays d'origine. La ligne verticale en pointillé dans le quadrant inférieur gauche met en évidence la distinction entre les migrants en détresse qui ont besoin d'une protection internationale et ceux qui n'en ont pas.

d'origine et élargir les voies légales d'immigration afin de permettre, voire d'encourager, les mouvements de personnes dont les compétences et les attributs correspondent à leurs besoins, y compris de travailleurs peu qualifiés. Ce faisant, ils influencent les motivations des candidats à l'immigration et des communautés qui les soutiennent, notamment en ce qui concerne l'acquisition de compétences adéquates.

Pour mieux gérer la migration, il faut faire les choses différemment

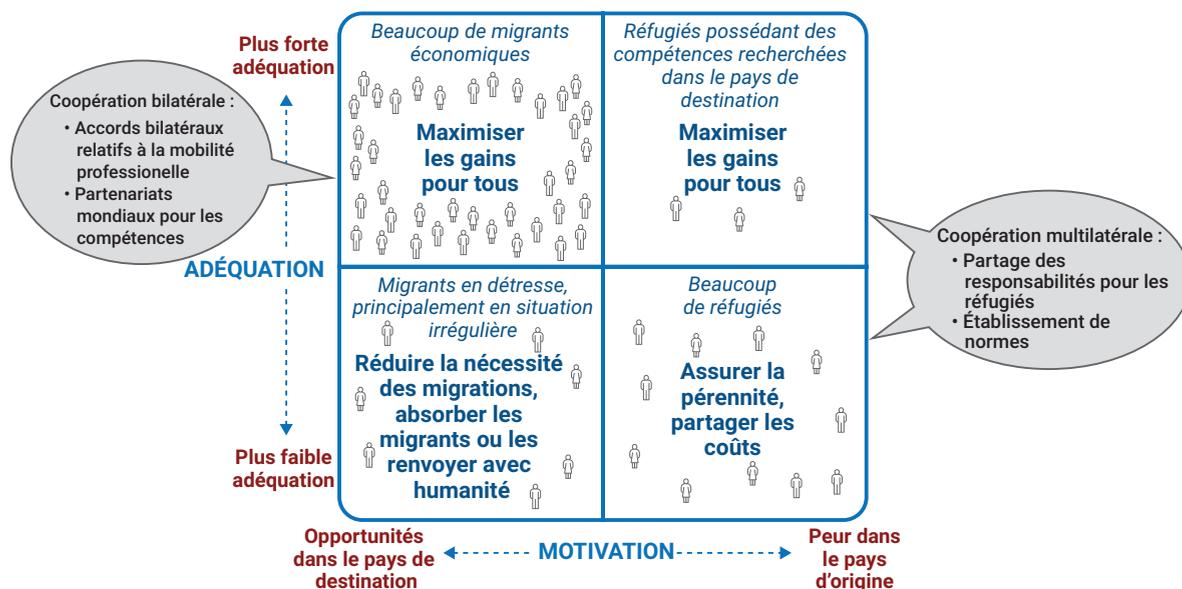
La période actuelle est difficile pour opérer des réformes migratoires. Les débats politiques se polarisent dans de nombreux pays, à tous les niveaux de revenus. Les tensions au sein de la communauté internationale se sont accrues suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Les perspectives de l'économie mondiale restent incertaines. Pourtant, des réformes s'imposent de toute urgence. Des débats difficiles nous attendent, mais ils ne peuvent être ni évités ni retardés si l'on veut que les avantages de la migration se concrétisent.

Il est essentiel de renforcer la coopération internationale : bilatérale pour améliorer l'adéquation des migrants et multilatérale pour répondre aux mouvements migratoires motivés par la peur

Les pays d'origine et de destination doivent gérer la migration de manière stratégique. Pour les pays d'origine, l'enjeu consiste à maximiser les effets de la migration de travailleurs sur le développement de leurs propres sociétés. Pour les pays de destination, il s'agit de reconnaître et d'exploiter le potentiel de la migration afin de répondre à leurs besoins de main-d'œuvre à long terme, tout en traitant tous les migrants avec humanité et en s'attaquant aux répercussions sociales qui suscitent des préoccupations chez leurs citoyens.

Pour mieux profiter des avantages qu'ils tirent de la migration, les pays d'origine et de destination doivent travailler ensemble (figure O.7). La coopération peut être formalisée par des accords bilatéraux relatifs à la mobilité professionnelle qui facilitent une meilleure adéquation des compétences et offrent un statut légal à ceux qui migrent⁷³, comme c'est le cas entre certains États insulaires du Pacifique et l'Australie⁷⁴. La coopération bilatérale peut contribuer à développer, dans les pays d'origine, des compétences transférables à l'échelle mondiale, par exemple dans le cadre des Partenariats mondiaux pour les compétences⁷⁵. Cette coopération est également cruciale pour mettre en œuvre les retours involontaires avec humanité. Elle peut être complétée par des initiatives régionales — par exemple, pour discuter des besoins en main-d'œuvre dans un groupe de pays

Figure O.7 Les différents types de migration requièrent des formes distinctes de coopération internationale



Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2023.

Note : Le terme *adéquation* désigne le degré auquel les compétences et les attributs connexes d'un migrant répondent à la demande dans le pays de destination. Le terme *motivation* fait référence aux circonstances dans lesquelles une personne se déplace, que ce soit pour trouver de meilleures possibilités ou en raison d'une « crainte fondée de persécution », d'un conflit armé ou de violences dans son pays d'origine.

d'origine et de destination ou pour créer des systèmes régionaux de reconnaissance des qualifications, comme l'initiative du marché et de l'économie uniques (CSME) de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)⁷⁶.

Des efforts multilatéraux sont également nécessaires pour faire face aux flux migratoires motivés par la peur, à la fois pour renforcer les normes mondiales et pour partager les coûts d'accueil des réfugiés. L'architecture juridique internationale relative à la migration et au déplacement forcé — et à la définition des personnes devant bénéficier d'une protection internationale — a évolué au cours des dernières décennies pour prendre en compte les changements intervenus dans les schémas migratoires. Si cette tendance se poursuit, ce qui est probable, elle devrait inclure une forte perspective de développement. Mais à l'heure où la communauté internationale connaît un regain de tensions, les progrès risquent d'être lents. L'action mondiale devrait être complétée par des efforts régionaux, notamment pour partager la responsabilité de l'accueil des réfugiés et autres personnes déplacées de force, comme l'ont fait les pays d'Amérique latine en autorisant les ressortissants vénézuéliens à se déplacer dans la région.

Pour qu'il y ait changement, il faut que les voix sous-représentées soient entendues

La réforme de la migration est un processus politique. Si les données et les éléments factuels sont essentiels au succès des réformes, ils ne sont pas suffisants. Les nouveaux groupes d'acteurs doivent faire entendre leur voix. Cela est d'autant plus important que les débats sont polarisés et qu'il existe de nombreuses priorités concurrentes, parmi lesquelles le changement climatique, la sécurité alimentaire et le ralentissement de l'économie mondiale en cours.

Dans les pays d'origine et de destination, les débats devraient impliquer de larges segments de la société au-delà d'un cercle fermé. Cet effort peut être poursuivi en adoptant une approche pangouvernementale allant au-delà des agences de sécurité, en invitant le secteur privé et les syndicats à évaluer les besoins en main-d'œuvre à moyen terme et les moyens d'y répondre, et en s'engageant auprès des autorités locales qui sont souvent en première ligne face aux défis de la réaction et de l'intégration. La voix des migrants et des réfugiés doit également être entendue, ce qui nécessite la mise en place de systèmes permettant de la canaliser de manière à garantir la représentation et la responsabilité. Les pays à revenu faible et intermédiaire, y compris les pays d'origine des migrants économiques et les pays d'accueil des réfugiés, peuvent également former des coalitions constructives pour mieux faire entendre leurs points de vue et défendre leurs intérêts.

Un message d'espoir

Le présent rapport est porteur d'un message d'espoir. Au cœur d'un débat dominé par des arguments idéologiques sur la question de savoir si la migration est bonne ou mauvaise, il tente de répondre à une question différente : comment la migration peut-elle mieux contribuer au développement mondial ? Pour y répondre, il faut reconnaître à la fois les avantages potentiels et les défis — économiques, sociétaux et humains — qui apparaissent lorsque les gens franchissent les frontières. La migration n'est ni universellement bonne ni universellement mauvaise. Elle est complexe et nécessaire, et doit être mieux gérée (tableau O.1 et chapitre 9 pour plus de détails). Lorsqu'elle est bien accompagnée, la migration est un puissant moteur de prospérité qui profite à tous : migrants économiques, réfugiés et personnes restées au pays, ainsi que sociétés d'origine et de destination.

Tableau 0.1 Principales recommandations

LORSQUE LES COMPÉTENCES DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS SONT EN DEMANDE (FORTE ADÉQUATION)		
PAYS D'ORIGINE Gérer la migration pour réduire la pauvreté	PAYS DE DESTINATION Maximiser les bénéfices, réduire les coûts	COOPÉRATION BILATÉRALE Renforcer l'adéquation
<p>Stratégie. Intégrer l'émigration dans les stratégies de développement.</p> <p>Envois de fonds. Tirer parti des envois de fonds pour réduire la pauvreté et baisser leurs coûts.</p> <p>Connaissances. Travailler avec la diaspora et les rapatriés pour stimuler les transferts de connaissances et renforcer l'intégration dans l'économie mondiale.</p> <p>Développement des compétences et limitation de la fuite des cerveaux. Développer l'éducation et la formation aux compétences en demande sur les marchés du travail national et mondial.</p> <p>Protection. Assurer la protection des citoyens à l'étranger. Soutenir les membres vulnérables des familles restés au pays.</p>	<p>Stratégie. Reconnaître les besoins en main-d'œuvre. Établir un consensus sur le rôle de la migration. Assurer la cohérence des politiques.</p> <p>Immigration et statut. Inciter à une immigration mieux adaptée. Veiller à ce que les migrants aient un statut officiel et des droits.</p> <p>Inclusion économique. Faciliter l'insertion sur le marché du travail. Améliorer la reconnaissance des qualifications des migrants. Lutter contre l'exploitation et promouvoir le travail décent.</p> <p>Inclusion sociale. Prévenir la ségrégation et faciliter l'accès aux services. Lutter contre la discrimination.</p> <p>Soutien aux nationaux. Soutenir les citoyens qui subissent des conséquences négatives en matière d'emploi et de services publics par le biais de la protection sociale et des investissements publics.</p>	<p>Accords bilatéraux relatifs à la mobilité professionnelle. Structurer et faciliter les mouvements mutuellement bénéfiques. Baisser les coûts de recrutement.</p> <p>Développement des compétences. Créer des partenariats pour le développement des compétences recherchées sur les marchés du travail nationaux comme internationaux.</p>
LORSQUE LES COMPÉTENCES DES RÉFUGIÉS NE SONT PAS EN DEMANDE (FAIBLE ADÉQUATION, ET MOTIF DE CRAINTE)		
PAYS HÔTE Gérer dans une perspective de moyen terme et renforcer l'adéquation	COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE Partager les coûts avec les pays d'accueil	
<p>Institutions et instruments. Intégrer l'aide aux réfugiés dans les ministères de tutelle. Élaborer des cadres de financement durable.</p> <p>Mobilité interne. Faciliter et encourager les mouvements des réfugiés vers là où se trouvent les opportunités.</p> <p>Autonomie. Permettre aux réfugiés d'accéder à des emplois sur le marché du travail formel.</p> <p>Inclusion dans les services nationaux. Fournir des services éducatifs, sanitaires et sociaux aux réfugiés à travers des systèmes nationaux.</p>	<p>Partage des responsabilités. Prévenir ou résoudre les situations qui ont provoqué la fuite des réfugiés. Fournir des financements suffisants à moyen terme. Augmenter les possibilités de réinstallation. Élargir la base de soutien au-delà des principaux contributeurs actuels. Développer des approches régionales.</p> <p>Solutions. S'efforcer de trouver des « solutions durables » (retour volontaire, intégration sur place ou réinstallation). Créer des statuts innovants qui assurent la protection de l'État et l'accès aux opportunités à moyen terme.</p>	
LORSQUE LES COMPÉTENCES DES MIGRANTS NE SONT PAS EN DEMANDE (FAIBLE ADÉQUATION, ABSENCE DE MOTIF DE CRAINTE)		
PAYS D'ORIGINE Réduire la nécessité de la migration de détresse	PAYS DE TRANSIT Assurer la coordination avec les pays de destination	PAYS DE DESTINATION Respecter la dignité des migrants
<p>Résilience. Renforcer la protection sociale. Créer sur place des solutions de substitution à la migration transfrontalière.</p> <p>Éducation. Développer des compétences qui permettent aux gens d'avoir plus d'options.</p> <p>Inclusion. Promouvoir un développement vert et inclusif. Favoriser l'adaptation au changement climatique.</p>	<p>Coopération. Collaborer avec le pays de destination pour absorber les migrants ou les renvoyer dans des conditions humaines (pour le dernier pays de transit).</p>	<p>Respect. Traiter tous les migrants avec humanité.</p> <p>Protection complémentaire. Renforcer la cohérence du système actuel pour protéger les personnes à risque qui ne sont pas des réfugiés.</p> <p>Voies légales. Changer les incitations des migrants en établissant des voies légales pour les travailleurs pour lesquels il y a une demande, y compris pour les moins qualifiés.</p> <p>Répression. Gérer les retours nécessaires avec humanité. Réprimer les passeurs et les employeurs abusifs. Renforcer les capacités institutionnelles pour le traitement des entrées.</p>
UNE POLITIQUE MIGRATOIRE DIFFÉRENTE		
DONNÉES ET ÉLÉMENTS FACTUELS	INSTRUMENTS FINANCIERS	NOUVELLES VOIX
<p>Harmonisation. Harmoniser les méthodes de collecte de données.</p> <p>Collecte de données. Investir dans de nouveaux types d'enquêtes pour étayer l'élaboration de politiques.</p> <p>Données ouvertes. Encourager la recherche en faisant en sorte que les données soient largement accessibles, tout en garantissant la confidentialité des informations sur les migrants et les réfugiés.</p>	<p>Instruments nouveaux ou élargis. Mettre au point des instruments à moyen terme pour soutenir les pays d'accueil de réfugiés. Fournir une aide extérieure aux pays à revenu faible ou intermédiaire qui accueillent des migrants moins bien adaptés.</p> <p>Meilleure utilisation des instruments existants. Encourager la participation du secteur privé. Aider les pays d'origine à valoriser la migration pour se développer. Encourager la coopération bilatérale et régionale.</p>	<p>Pays concernés. Créer des coalitions entre les pays confrontés à des défis communs.</p> <p>Acteurs nationaux. Assurer la participation d'un large éventail de parties prenantes aux processus décisionnels.</p> <p>Voix des migrants et des réfugiés. Développer des systèmes de représentation et de responsabilisation pour faire en sorte que la voix des migrants et des réfugiés soit entendue.</p>

Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2023.

Notes

1. Armitage *et al.* (2011) ; Beyer *et al.* (2021).
2. Voir le chapitre 2 pour de plus amples informations.
3. Voir les chapitres 4 à 6 pour plus de détails.
4. Voir également le chapitre 3.
5. Black, Kniveton et Schmidt-Verkerk (2011) ; Black *et al.* (2011) ; McLeman (2016).
6. Global Internal Displacement Database, Internal Displacement Monitoring Centre, Genève, <https://www.internal-displacement.org/database/displacement-data>.
7. Pour plus de détails, voir le chapitre 3.
8. IPCC (2022).
9. Cissé *et al.* (2022) ; IPCC (2022, chap. 7).
10. Clement *et al.* (2021) ; Rigaud *et al.* (2018).
11. Refugee Data Finder (tableau de bord), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://popstats.unhcr.org/refugee-statistics/download/>.
12. Melander et Öberg (2006).
13. World Bank (2017).
14. Clemens (2011).
15. Frieden (2019).
16. Voir le chapitre 4 pour plus de détails.
17. World Bank (2018).
18. OHCHR (1951), article 33.
19. Sur la matrice adéquation-motivation (*Match and Motive Matrix*), voir le chapitre 1.
20. Voir le chapitre 2 pour les chiffres de la population migrante.
21. Pour plus d'informations, voir le chapitre 6.
22. Pekkala Kerr *et al.* (2016).
23. Lafortune, Socha-Dietrich et Vickstrom (2019).
24. Pour plus de détails, voir le chapitre 6.
25. Idem.
26. Voir le chapitre 6 et le Gros plan 6 pour plus de détails.
27. Voir le chapitre 6 pour une discussion sur l'impact social et culturel de la migration.
28. StatCan (2013).
29. Morris-Suzuki (1995).
30. Dustmann, Glitz et Frattini (2008).
31. Chin, Daysal et Imberman (2012) ; Frattini et Meschi (2019).
32. Auspurg, Schneck et Hinz (2019) ; Baldini et Federici (2011) ; Baptista et Marlier (2019) ; Bosch, Carnero et Farré (2010) ; Fonseca, McGarrigle et Esteves (2010).
33. Clemens (2021).
34. Bossavie et Özden (2022) ; Dustmann et Görlach (2016) ; OECD (2008).
35. Voir le chapitre 5 pour plus d'informations sur le coût de la migration.
36. Graham et Jordan (2011) ; Mazzucato *et al.* (2015) ; Parreñas (2001).
37. Cortés (2015) ; Jaupart (2019).
38. ILO (2019).
39. Naidu, Nyarko et Wang (2016) ; Pan (2012).
40. Damelang, Ebensperger et Stumpf (2020) ; Duleep (2015).
41. ILO (2016) ; ILO, Walk Free et IOM (2022) ; UNDP (2020).
42. Voir le chapitre 5 pour plus d'informations.
43. Idem.
44. Chanda et Sreenivasan (2006) ; Docquier et Rapoport (2012) ; Kerr (2008).
45. Pekkala Kerr *et al.* (2017).
46. Clemens (2015) ; OECD (2018).
47. Pour en savoir plus, voir le chapitre 5.
48. Ang et Tiongson (2023) ; Bossavie (2023).
49. OECD (2021).
50. Voir le chapitre 7.
51. Devictor et Do (2017). D'après des données de Refugee Data Finder (tableau de bord) pour 2021, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://popstats.unhcr.org/refugee-statistics/download/>. Cette moyenne ne tient pas compte des réfugiés de la guerre en Ukraine.
52. Devictor et Do (2017). Pour les données de 2020, voir Refugee Data Finder (ensembles de données consultables), Section des statistiques et de la démographie, Service mondial de données, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Copenhague, <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=2bxU2f>.
53. Porter et Haslam (2005).
54. Hussam *et al.* (2022).
55. Rossiasco *et al.* (2023).
56. IDA (2021, 162).
57. EWSI (2022).
58. Tumen (2023).
59. IDA (2021,9).
60. Voir le chapitre 7.
61. À la fin de l'année 2022, les 12 premiers pays d'accueil, selon le nombre de réfugiés qu'ils hébergent, étaient la Türkiye, la Colombie, l'Allemagne, le Pakistan, l'Ouganda, la Fédération de Russie, la Pologne, le Soudan, le Bangladesh, l'Éthiopie, la République islamique d'Iran et le Liban. Voir Refugee Data Finder (tableau de bord), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://popstats.unhcr.org/refugee-statistics/download/>.
62. Il s'agit des institutions de l'Union européenne, de l'Allemagne et des États-Unis (OECD, 2021).
63. Il s'agit du Canada, de l'Allemagne, de la Suède et des États-Unis (OECD, 2021).
64. Government of Jordan (2016).
65. EUTF for Africa (2018).
66. IGAD (2022).
67. Voir le chapitre 8, encadré 8.4 pour en savoir plus.
68. IOM (2020).
69. Voir le chapitre 8, encadré 8.1 pour plus de détails.
70. Infante *et al.* (2012).
71. Paoletti (2023).
72. Voir le chapitre 8 pour plus d'informations.
73. United Nations Network on Migration (2022).
74. OECD (2018).
75. Clemens (2015).
76. Voir le chapitre 8 pour plus de détails.

Bibliographie

- Ang, Alvin, and Erwin R. Tiongson. 2023. "Philippine Migration Journey: Processes and Programs in the Migration Life Cycle." Background paper prepared for *World Development Report 2023*, World Bank, Washington, DC.
- Armitage, Simon J., Sabah A. Jasim, Anthony E. Marks, Adrian G. Parker, Vitaly I. Usik, and Hans-Peter Uerpman. 2011. "The Southern Route 'Out of Africa': Evidence for an Early Expansion of Modern Humans into Arabia." *Science* 331 (6016): 453–56.
- Auspurg, Katrin, Andreas Schneck, and Thomas Hinz. 2019. "Closed Doors Everywhere? A Meta-Analysis of Field Experiments on Ethnic Discrimination in Rental Housing Markets." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 45 (1): 95–114.
- Baldini, Massimo, and Marta Federici. 2011. "Ethnic Discrimination in the Italian Rental Housing Market." *Journal of Housing Economics* 20 (1): 1–14.
- Baptista, Isabel, and Eric Marlier. 2019. *Fighting Homelessness and Housing Exclusion in Europe: A Study of National Policies*. Synthesis Report, European Social Policy Network. Brussels: European Commission.
- Beyer, Robert M., Mario Krapp, Anders Eriksson, and Andrea Manica. 2021. "Climatic Windows for Human Migration Out of Africa in the Past 300,000 Years." *Nature Communications* 12 (1): 4889.
- Black, Richard, Stephen R. G. Bennett, Sandy M. Thomas, and John R. Beddington. 2011. "Migration as Adaptation." *Nature* 478 (7370): 447–49.
- Black, Richard, Dominic Kniveton, and Kerstin Schmidt-Verkerk. 2011. "Migration and Climate Change: Towards an Integrated Assessment of Sensitivity." *Environment and Planning A: Economy and Space* 43 (2): 431–50.
- Bosch, Mariano, M. Angeles Carnero, and Lidia Farré. 2010. "Information and Discrimination in the Rental Housing Market: Evidence from a Field Experiment." *Regional Science and Urban Economics* 40 (1): 11–19.
- Bossavie, Laurent Loic Yves. 2023. "Low-Skilled Temporary Migration Policy: The Case of Bangladesh." Background paper prepared for *World Development Report 2023*, World Bank, Washington, DC.
- Bossavie, Laurent Loic Yves, and Çağlar Özden. 2022. "Impacts of Temporary Migration on Development in Origin Countries." Policy Research Working Paper 9996, World Bank, Washington, DC.
- Chanda, Rupa, and Niranjana Sreenivasan. 2006. "India's Experience with Skilled Migration." In *Competing for Global Talent*, edited by Christiane Kuptsch and Eng Fong Pang, 215–56. Geneva: International Institute for Labour Studies, International Labour Organization.
- Chin, Aimee, N. Meltem Daysal, and Scott A. Imberman. 2012. "Impact of Bilingual Education Programs on Limited English Proficient Students and Their Peers: Regression Discontinuity Evidence from Texas." NBER Working Paper 18197, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Cissé, Guéladio, Robert McLeman, Helen Adams, Paulina Aldunce, Kathryn Bowen, Diarmid Campbell-Lendrum, Susan Clayton, et al. 2022. "Health, Wellbeing and the Changing Structure of Communities." In *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*, 1041–1170. Sixth Assessment Report. Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change; New York: Cambridge University Press.
- Clemens, Michael A. 2011. "Economics and Emigration: Trillion-Dollar Bills on the Sidewalk?" *Journal of Economic Perspectives* 25 (3): 83–106.
- Clemens, Michael A. 2015. "Global Skill Partnerships: A Proposal for Technical Training in a Mobile World." *IZA Journal of Labor Policy* 4 (2): 1–18.
- Clemens, Michael A. 2021. "The Fiscal Effect of Immigration: Reducing Bias in Influential Estimates." CESifo Working Paper 9464, Munich Society for the Promotion of Economic Research, Center for Economic Studies, Ludwig Maximilian University and Ifo Institute for Economic Research, Munich.
- Clement, Viviane, Kanta Kumari Rigaud, Alex de Sherbinin, Bryan Jones, Susana Adamo, Jacob Schewe, Nian Sadiq, and Elham Shabahat. 2021. *Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration*. Washington, DC: World Bank.
- Cortés, Patricia. 2015. "The Feminization of International Migration and Its Effects on the Children Left Behind: Evidence from the Philippines." *World Development* 65 (January): 62–78.
- Damelang, Andreas, Sabine Ebersperger, and Felix Stumpf. 2020. "Foreign Credential Recognition and Immigrants' Chances of Being Hired for Skilled Jobs—Evidence from a Survey Experiment among Employers." *Social Forces* 99 (2): 648–71.
- Devitor, Xavier, and Quy-Toan Do. 2017. "How Many Years Have Refugees Been in Exile?" *Population and Development Review* 43 (2): 355–69.
- Docquier, Frédéric, and Hillel Rapoport. 2012. "Globalization, Brain Drain, and Development." *Journal of Economic Literature* 50 (3): 681–730.
- Duleep, Harriet Orcutt. 2015. "The Adjustment of Immigrants in the Labor Market." In *The Immigrants*, edited by Barry R. Chiswick and Paul W. Miller, 105–82. Vol. 1A of *Handbook of the Economics of International Migration*. Oxford, UK: Elsevier.
- Dustmann, Christian, Albrecht Glitz, and Tommaso Frattini. 2008. "The Labour Market Impact of Immigration." *Oxford Review of Economic Policy* 24 (3): 477–94.
- Dustmann, Christian, and Joseph-Simon Görlach. 2016. "The Economics of Temporary Migrations." *Journal of Economic Literature* 54 (1): 98–136.
- EUTF for Africa (European Union Emergency Trust Fund for Africa). 2018. "Ethiopia Job Compact Sector Reform and Performance Contract." Adoption Date, May 29, 2018, Directorate-General for International Partnerships, European Commission, Brussels. https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/horn-africa/ethiopia/ethiopia-job-compact-sector-reform-and-performance-contract_en.
- EWI (European Web Site on Integration). 2022. "Poland: Parliament Adopts Law on Assistance to Ukrainian Refugees." *News*, March 18, 2022. <https://ec.europa>

- .eu/migrant-integration/news/poland-parliament-adopts-law-assistance-ukrainian-refugees_en.
- Fonseca, Maria Lucinda, Jennifer McGarrigle, and Alina Esteves. 2010. "Possibilities and Limitations of Comparative Quantitative Research on Immigrants' Housing Conditions." PROMINSTAT Working Paper 6, Promoting Comparative Quantitative Research in the Field of Migration and Integration in Europe, Directorate-General for Research and Innovation, European Commission, Brussels.
- Frattini, Tommaso, and Elena Meschi. 2019. "The Effect of Immigrant Peers in Vocational Schools." *European Economic Review* 113 (April): 1–22.
- Frieden, Jeffrey. 2019. "The Politics of the Globalization Backlash: Sources and Implications." In *Meeting Globalization's Challenges: Policies to Make Trade Work for All*, edited by Luís A. V. Catão and Maurice Obstfeld, 181–96. Washington, DC: International Monetary Fund; Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Government of Jordan. 2016. "The Jordan Compact: A New Holistic Approach between the Hashemite Kingdom of Jordan and the International Community to Deal with the Syrian Refugee Crisis." Statement of the Government of Jordan, Supporting Syria and the Region Conference 2016, London, February 4, 2016. <https://reliefweb.int/report/jordan/jordan-compact-new-holistic-approach-between-hashemite-kingdom-jordan-and>.
- Graham, Elspeth, and Lucy P. Jordan. 2011. "Migrant Parents and the Psychological Well-Being of Left-Behind Children in Southeast Asia." *Journal of Marriage and the Family* 73 (4): 763–87.
- Hussam, Reshmaan N., Erin M. Kelley, Gregory V. Lane, and Fatima T. Zahra. 2022. "The Psychosocial Value of Employment: Evidence from a Refugee Camp." *American Economic Review* 112 (11): 3694–724.
- IDA (International Development Association). 2021. *IDA19 Mid-Term Refugee Policy Review*. Washington, DC: IDA. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/826851636575674627/pdf/IDA19-Mid-Term-Refugee-Policy-Review.pdf>.
- IGAD (Intergovernmental Authority on Development). 2022. "Learning and Experience Sharing between National Refugee Agencies of Ethiopia, Kenya, Somalia, South Sudan, Sudan, and Uganda." *Migration* (post), July 4–8, 2022. <https://igad.int/learning-and-experience-sharing-between-national-refugee-agencies-of-ethiopia-kenya-somalia-south-sudan-sudan-and-uganda/>.
- ILO (International Labour Organization). 2016. "Protecting Migrant Domestic Workers: The International Legal Framework at a Glance." Briefing Note, Global Action Programme on Migrant Domestic Workers and Their Families, Research Series, ILO, Geneva.
- ILO (International Labour Organization). 2019. "General Principles and Operational Guidelines for Fair Recruitment and Definition of Recruitment Fees and Related Costs." Fundamental Principles and Rights at Work Branch, Labour Migration Branch, ILO, Geneva.
- ILO (International Labour Organization), Walk Free, and IOM (International Organization for Migration). 2022. *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*. Geneva: ILO; Nedlands, WA: Walk Free; Geneva: IOM.
- Infante, César, Alvaro J. Idrovo, Mario S. Sánchez-Domínguez, Stéphane Vinhas, and Tonatiuh González-Vázquez. 2012. "Violence Committed against Migrants in Transit: Experiences on the Northern Mexican Border." *Journal of Immigrant and Minority Health* 14 (3): 449–59.
- IOM (International Organization for Migration). 2020. "Calculating 'Death Rates' in the Context of Migration Journeys: Focus on the Central Mediterranean." GMDAC Briefing Series: Towards Safer Migration in Africa: Migration and Data in Northern and Western Africa, Global Migration Data Analysis Centre, IOM, Berlin.
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2022. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Sixth Assessment Report. Geneva: IPCC; New York: Cambridge University Press.
- Jaupart, Pascal. 2019. "No Country for Young Men: International Migration and Left-Behind Children in Tajikistan." *Economics of Transition and Institutional Change* 27 (3): 579–614.
- Kerr, William R. 2008. "Ethnic Scientific Communities and International Technology Diffusion." *Review of Economics and Statistics* 90 (3): 518–37.
- Lafortune, Gaétan, Karolina Socha-Dietrich, and Erik Vickstrom. 2019. "Recent Trends in International Mobility of Doctors and Nurses." In *Recent Trends in International Migration of Doctors, Nurses, and Medical Students*, 11–34. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Mazzucato, Valentina, Djamila Schans, Kim Caarls, and Cris Beauchemin. 2015. "Transnational Families between Africa and Europe." *International Migration Review* 49 (1): 142–72.
- McLeman, Robert. 2016. "Migration as Adaptation: Conceptual Origins, Recent Developments, and Future Directions." In *Migration, Risk Management and Climate Change: Evidence and Policy Responses*, edited by Andrea Milan, Benjamin Schraven, Koko Warner, and Noemi Cascone, 213–29. Global Migration Issues Series, vol. 6. Geneva: International Organization for Migration; Cham, Switzerland: Springer International.
- Melander, Erik, and Magnus Öberg. 2006. "Time to Go? Duration Dependence in Forced Migration." *International Interactions* 32 (2): 129–52.
- Morris-Suzuki, Tessa. 1995. "The Invention and Reinvention of 'Japanese Culture.'" *Journal of Asian Studies* 54 (3): 759–80.
- Naidu, Suresh, Yaw Nyarko, and Shing-Yi Wang. 2016. "Monopsony Power in Migrant Labor Markets: Evidence from the United Arab Emirates." *Journal of Political Economy* 124 (6): 1735–92.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2008. *International Migration Outlook 2008*. Paris: OECD.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2018. "What Would Make Global Skills Partnerships Work in Practice?" Migration Policy Debates 15, OECD, Paris.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2021. "Financing for Refugee Situations 2018–19." Forced Displacement Series, OECD, Paris.

- OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights). 1951. "Convention Relating to the Status of Refugees." Adopted July 28, 1951, by the United Nations Conference of Plenipotentiaries on the Status of Refugees and Stateless Persons Convened under General Assembly Resolution 429 (V) of December 14, 1950. OHCHR, Geneva. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-relating-status-refugees>.
- Pan, Ying. 2012. "The Impact of Legal Status on Immigrants' Earnings and Human Capital: Evidence from the IRCA 1986." *Journal of Labor Research* 33 (2): 119–42.
- Paoletti, Sarah. 2023. "Temporary Protected Status in the United States: An Incomplete and Imperfect Complementary System of Protection." Background paper prepared for *World Development Report 2023*, World Bank, Washington, DC.
- Parreñas, Rhacel Salazar. 2001. "Mothering from a Distance: Emotions, Gender, and Intergenerational Relations in Filipino Transnational Families." *Feminist Studies* 27 (2): 361–90.
- Pekkala Kerr, Sari, William R. Kerr, Çağlar Özden, and Christopher Robert Parsons. 2016. "Global Talent Flows." *Journal of Economic Perspectives* 30 (4): 83–106.
- Pekkala Kerr, Sari, William R. Kerr, Çağlar Özden, and Christopher Robert Parsons. 2017. "High-Skilled Migration and Agglomeration." *Annual Review of Economics* 9 (1): 201–34.
- Porter, Matthew, and Nick Haslam. 2005. "Predisplacement and Postdisplacement Factors Associated with Mental Health of Refugees and Internally Displaced Persons: A Meta-Analysis." *JAMA* 294 (5): 602–12.
- Rigaud, Kanta Kumari, Alex de Sherbinin, Bryan Jones, Jonas Bergmann, Viviane Clement, Kayly Ober, Jacob Schewe, et al. 2018. *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration*. Washington, DC: World Bank.
- Rossiasco, Paula Andrea, Patricia de Narvaez, Ana Aguilera, Greta Granados, Paola Guerra, and Taimur Samad. 2023. "Adapting Public Policies in Response to an Unprecedented Influx of Refugees and Migrants: Colombia Case Study of Migration from Venezuela." Background paper prepared for *World Development Report 2023*, World Bank, Washington, DC.
- StatCan (Statistics Canada). 2013. "Immigration and Ethno-cultural Diversity in Canada: National Household Survey, 2011." Analytical Document, Catalogue 99-010-X2011001, StatCan, Innovation, Science, and Economic Development Canada, Ottawa. <https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-010-x/99-010-x2011001-eng.pdf>.
- Tumen, Semih. 2023. "The Case of Syrian Refugees in Türkiye: Successes, Challenges, and Lessons Learned." Background paper prepared for *World Development Report 2023*, World Bank, Washington, DC.
- UNDP (United Nations Development Programme). 2020. *Human Mobility, Shared Opportunities: A Review of the 2009 Human Development Report and the Way Ahead*. New York: UNDP.
- United Nations. 2018. "Global Compact on Refugees." United Nations, New York. <https://www.unhcr.org/5c658aed4>.
- United Nations. 2019. "Resolution Adopted by the General Assembly on 19 December 2018: Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration." Document A/RES/73/195, United Nations, New York. https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/globalcompact/A_RES_73_195.pdf.
- United Nations Network on Migration. 2022. "Guidance on Bilateral Labour Migration Agreements." United Nations Network on Migration, Geneva.
- World Bank. 2017. *Forcibly Displaced: Toward a Development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced, and Their Hosts*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2018. *Moving for Prosperity: Global Migration and Labor Markets*. Policy Research Report. Washington, DC: World Bank.

Table des matières du *Rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrants, réfugiés et sociétés*

Avant-propos

Remerciements

Principaux points à retenir

Glossaire

Abrégé

Chapitre 1 : La matrice adéquation-motivation

Gros plan 1 : Historique

Première partie : La migration est de plus en plus nécessaire pour les pays à tous les niveaux de revenu

Chapitre 2 : Les chiffres : Comprendre qui émigre, où et pourquoi

Gros plan 2 : Données

Chapitre 3 : Les perspectives : Évolution des tendances, des besoins et des risques

Gros plan 3 : Considérations méthodologiques

Deuxième partie : Lorsque l'adéquation est forte, les gains sont importants

Chapitre 4 : Migrants : Prospérer — et plus encore avec des droits

Gros plan 4 : Genre

Chapitre 5 : Pays d'origine : Gérer la migration à des fins de développement

Gros plan 5 : Mesure des envois de fonds

Chapitre 6 : Pays de destination : Maximiser les gains par des politiques économiques et sociales

Gros plan 6 : Racisme, xénophobie et discrimination

Troisième partie : Lorsque l'adéquation est faible, les coûts doivent être partagés — et réduits — de façon multilatérale

Chapitre 7 : Réfugiés : Gérer dans une perspective à moyen terme

Gros plan 7 : Déplacement interne et apatridie

Chapitre 8 : Migrants en détresse : Préserver la dignité

Gros plan 8 : « Causes profondes » et développement

Quatrième partie : Pour que la migration soit plus bénéfique, il faut faire les choses différemment

Chapitre 9 : Recommandations : Accroître les bienfaits de la migration

ECO-AUDIT

Déclaration des avantages environnementaux

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réduire son empreinte environnementale. À l'appui de cet engagement, nous exploitons des moyens d'édition électronique et des outils d'impression à la demande installés dans des centres régionaux à travers le monde. Ensemble, ces initiatives permettent une réduction des tirages et des distances de transport, ce qui se traduit par une baisse de la consommation de papier, de l'utilisation de produits chimiques, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets.

Nous suivons les normes relatives à l'utilisation du papier recommandées par l'Initiative Green Press. La plupart de nos livres sont imprimés sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et contenant entre 50 et 100 % de fibre recyclée dans la quasi-totalité des cas. Cette fibre est soit écrue, soit blanchie à l'aide d'un procédé totalement sans chlore (TCF), d'un traitement sans chlore (PCF) ou d'un blanchiment sans chlore élémentaire amélioré (EECF).

D'autres informations sur les principes environnementaux de la Banque sont disponibles sur le site <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>.



La migration est un problème de développement. Environ 2,3 % de la population mondiale — ou 184 millions de personnes — vivent en dehors de leur pays de nationalité. Près de la moitié d'entre eux se trouvent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Mais que réserve l'avenir ?

Alors que le monde entier est à la peine face aux déséquilibres économiques, aux tendances démographiques divergentes et au changement climatique, la migration deviendra une nécessité dans les décennies à venir pour tous les pays à tous les niveaux de revenu. Si elle est bien gérée, elle peut être source de prospérité et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2023 propose une approche innovante pour maximiser les effets de la migration transfrontalière sur le développement à la fois des pays d'origine et de destination, mais aussi sur les migrants et les réfugiés eux-mêmes. Alliant économie du travail et droit international, il définit un cadre qui repose sur une « matrice adéquation-motivation » à deux axes : la mesure dans laquelle les compétences et les attributs des migrants sont en adéquation avec les besoins des pays de destination et les motivations qui sous-tendent leur migration. Ce faisant, il met à la disposition des responsables politiques un outil qui leur permet de distinguer les différents types de migrations et de concevoir les politiques migratoires en conséquence. La coopération internationale sera essentielle à la gestion efficace des migrations.